

SOMMAIRE

RÔLES DES AUDIENCES (1903-1955)	1
ARRÊTÉS (1926-1953)	1
DOSSIERS DES PROCÉDURES (1847-1956)	2

RÔLES DES AUDIENCES

1044 W 77221 - Années judiciaires 1903 à 1939.

204 W 45936 - Années judiciaires 1939-1940 à 1949-1950.

1044 W 77222 - Années judiciaires 1950-1951 à 1954-1955 (1 registre).

ARRÊTÉS

1044 W 77010-77011, 262 W 57550-57559 - Contentieux général.

1044 W 77010 - Octobre 1926-septembre 1930.

1044 W 77011 - Octobre 1930-juillet 1934.

262 W 57550 - Septembre 1934-septembre 1935.

262 W 57551 - Octobre 1935-septembre 1937.

262 W 57552 - Octobre 1937-août 1939.

262 W 57553 - Novembre 1939-août 1941.

262 W 57554 - Septembre 1941-septembre 1943.

262 W 57555 - Octobre 1943-septembre 1945.

262 W 57556 - Octobre 1945-septembre 1947.

262 W 57557 - Octobre 1947-septembre 1949.

262 W 57558 - Octobre 1949-septembre 1951.

262 W 57559 - Octobre 1951-décembre 1953.

1044 W 77022-77025, 262 W 57569 - Contentieux fiscal (avec table méthodique).

1044 W 77022 - Octobre 1938-août 1941.

1044 W 77023 - Octobre 1941-août 1944.

1044 W 77024 - Novembre 1944-septembre 1947.

1044 W 77025 - Octobre 1947-septembre 1951.

262 W 57569 - Octobre 1951-décembre 1953.

6 K 3 - Pourvois devant le Conseil d'État contre les arrêtés du conseil de préfecture interdépartemental (1919-1931).

1044 W 77216 - Recours en matière fiscale ; conseil de préfecture interdépartemental, décisions du Conseil d'État (1909-1939).

DOSSIERS DES PROCÉDURES

6 K 1 - 1847-1937.

6 K 2 - 1933-1939.

9 U 13046 - Janvier 1926-février 1927.

9 U 13047 - Mars-novembre 1927.

9 U 13048 - Décembre 1927-février 1928.

9 U 13049 - Mars-mai 1928.

9 U 13050 - Juin-novembre 1928.

9 U 13051 - Décembre 1928-février 1929.

9 U 13052 - Mars-juin 1929.

9 U 13053 - Juillet 1929-janvier 1930.

9 U 13054 - Février-avril 1930.

9 U 13055 - Mai-août 1930.

9 U 13056 - Septembre 1930-février 1931.

9 U 13057 - Mars-avril 1931.

9 U 13058 - Mai-juillet 1931.

9 U 13059 - Septembre 1931-mars 1932.

9 U 13060 - Avril-juin 1932.

9 U 13061 - Juillet-septembre 1932.

9 U 13062 - Octobre 1932-février 1933.

9 U 13063 - Mars-mai 1933.

Dossiers des procédures

9 U 13064 - Juin-novembre 1933.

9 U 13065 - Décembre 1933-mai 1934.

9 U 13066 - Juin-août 1934.

9 U 13067 - Septembre-octobre 1934.

9 U 13068 - Novembre-décembre 1934.

204 W 45976-45977 - Département du Loiret contre compagnie des tramways à vapeur de Loir-et-Cher (1927-1937).

204 W 45976 - Résiliation de concession de la ligne d'Orléans (Loiret) à Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher, 14 décembre 1927-2 août 1928) ; constat d'urgence de la ligne d'Orléans (Loiret) à Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher, 9-12 novembre 1928) ; reddition de comptes de gestion et exploitation (15 octobre 1929-28 juillet 1930) ; indemnités pour prise du matériel (12 octobre 1928-3 août 1930) ; reprise d'objet mobilier et du matériel (16 novembre 1928-24 mai 1934).

204 W 45977 - Paiement d'une annuité de rachat (4 juin-5 novembre 1935) ; règlement des comptes d'exploitation (20 février 1935-19 janvier 1937) ; paiement du matériel (20 février 1935-1^{er} juin 1937).

204 W 45988 - Contentieux fiscal. - Contestations de décisions du directeur des contributions directes du Loiret, années judiciaires 1928-1929 à 1950-1951 (1 registre, 1928-1951).

204 W 45978-45987 - Contentieux électoral.

Les dates indiquées sont celles des scrutins.

204 W 45978 - Élections cantonales : Cher, cantons de Charoat (24 avril 1955) ; Levet (17 octobre 1937) ; Lury (30 septembre 1945) ; Nérondes (10 octobre 1937) ; Saint-Amand (10 octobre 1937) ; Vailly (10 octobre 1937). Eure-et-Loir : cantons de la Ferté-Vidame (17 avril 1955) ; Maintenon (20 mars 1949). Loiret, cantons de Briare (7 octobre 1951) ; Châteauneuf-sur-Loire (30 septembre 1945, 17 avril 1955) ; Courtenay (23 septembre) ; Ferrières (14 octobre 1951) ; Gien (10 octobre 1937) ; Montargis (14 octobre 1934) ; Pithiviers (30 septembre 1945). Loir-et-Cher, cantons d'Herbault (17 avril 1955, 24 avril 1955) ; Romorantin (17 octobre 1937).

204 W 45979-45986 - Élections municipales.

204 W 45979 - Scrutins des années judiciaires 1935-1936, 1936-1937, 1937-1938, 1938-1939.

204 W 45980 - Scrutins de l'année judiciaire 1944-1945.

Dossiers des procédures

204 W 45981 - Scrutins de l'année judiciaire 1946-1947.

204 W 45982 - Cher, scrutins de mai 1935.

204 W 45983 - Eure-et-Loir, scrutins de mai 1935.

204 W 45984 - Loiret, scrutin de mai 1935.

204 W 45985 - Loir-et-Cher, scrutins de novembre 1934 et de mai 1935.

204 W 45986 - Scrutins d'avril-mai 1953.

204 W 45987 - Élections socio-professionnelles. - Élections aux Chambres départementales des métiers : Cher (29 août 1937), Eure-et-Loir (12 novembre 1931, 19 décembre 1937), Loiret (13 décembre 1931, 27 novembre 1949).

1931-1949

9 U 8712 - Contributions indirectes contre Bertin (1^{er} mai-19 octobre 1934). Bureau de bienfaisance de la commune de Favril (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (16 juillet-15 octobre 1934). Martin contre Contributions indirectes (26 janvier-23 octobre 1934). Roger et société Union métallurgique de la Beauce et du Perche contre Contributions indirectes (31 janvier-30 octobre 1934). Syndicat intercommunal de Veaugues contre département du Cher, subvention d'électrification (22 juin-13 novembre 1934). Dubois contre préfet du Loiret et Lallement, construction d'un four à Gien (9 juillet-27 novembre 1934). Départements du Loiret et de Loir-et-Cher contre Compagnie des Tramways du Loiret, contrat de concession (29 décembre 1933-4 décembre 1934). Préfet du Cher contre Marteil, infraction à la police de la navigation à Saint-Léger-le-Petit (10 octobre-11 décembre 1934). Commune de La Chapelle-Saint-Mesmin contre Thuersault et Lecomble entrepreneurs, construction de l'école enfantine (19 décembre 1933-18 décembre 1934). Guilpin contre Contributions indirectes (16 juin 1934-22 janvier 1935).

1933-1935

9 U 8713 - Doucet contre commune de Rohaire (Eure-et-Loir), barrage d'eaux (25 juin 1929-29 janvier 1935). Ville de Dreux contre société du gaz de Maubeuge, traité de concession du gaz (30 juin 1933-29 janvier 1935). Serreau contre le syndicat de la Bezonde, préfet du Loiret et commune d'Ouzouer-sous-Bellegarde, insuffisance de curage de rivières (5 décembre 1933-5 février 1935). Guyot entrepreneur de travaux publics contre ville de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), travaux à l'école primaire supérieure (27 septembre 1933-5 février 1935). Ducos entrepreneur contre département de Loir-et-Cher, reconstruction du pont de Muides (10 mars 1933-26 février 1935).

1929-1935

9 U 8714 - Boulard et Lavigne-Fortin contre ville d'Orléans, rupture de canalisation d'eau (5 avril 1932-5 mars 1935). Servier contre Contributions indirectes (2 mai 1933-5 mars 1935). Caillot contre ville d'Orléans, accident à une automobile par une voiture municipale de nettoyage (20 février 1934-5 mars 1935). Deniau et consorts contre ville de Châteaudun, transfert de tombes au cimetière (8 janvier 1934-19 mars 1935). Huet et Maillard entrepreneurs contre commune de Saint-Denis-de-Moronval (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (9 juillet 1934-19 mars 1935). Société de constructions de lignes et d'appareillage électrique contre département de Loir-et-Cher, résiliation de marché (5 février 1934-22 mars 1935). Gorun contre département de Loir-et-Cher, pension pour infirmités (12 novembre 1934-22 mars 1935).

1932-1935

Dossiers des procédures

9 U 8715 - Bardet contre Contributions indirectes (3 novembre 1934-2 avril 1935). Société Union métallurgique de la Beauce et du Perche contre Contributions indirectes (21 décembre 1934-2 avril 1935). Pigeon contre Contributions indirectes (19 février-2 avril 1935). Préfet du Loiret contre préfet de l'Aisne, service des aliénés (16 mars-2 avril 1935). Jourdain et compagnie d'assurances La Providence contre Ponts et Chaussées, accident d'automobile causé par le mauvais état de la route (7 novembre 1934-9 avril 1935). Hôpital de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (20-30 avril 1935). Foreau contre PTT, dégâts à une voiture par suite d'accident (2 mai 1935). Préfet du Cher contre Desrosiers, infraction à la police de la navigation à Vierzon (15 avril-7 mai 1935). Ministère de la Guerre et Génie militaire contre syndicat d'entreprises générales, travaux de deux couvertures de deux bâtiments au camp d'aviation d'Avord (6-7 mai 1935). Ministère de la Guerre contre Pigeaire et Labasse entrepreneurs, exécution de travaux (26 janvier 1932-14 mai 1935). Société Ducos contre ville de Romorantin, construction d'un pont (11 mai 1934-14 mai 1935). Maugé contre compagnie des eaux et de lumière électrique, établissement de canalisation particulière (10 décembre 1934-14 mai 1935). Dochy contre ville de Chartres, droits de place et de stationnement (10 janvier-14 mai 1935). Garnior contre Ponts et Chaussées, accident d'automobiles au croisement des routes nationales (17 janvier-14 mai 1935).

1932-1935

9 U 8716 - Compagnie des Tramways de Loir-et-Cher contre Département de Loir-et-Cher, mise sous séquestre du réseau, rachat de lignes exploitées, mobilier et outillage du siège social et embranchements particuliers (3 dossiers, 14 avril 1927-25 octobre 1935).

1927-1935

9 U 8717 - Bureau de bienfaisance de Blois contre Larmignat et compagnie entrepreneurs, travaux à une cantine scolaire (7-19 juin 1935). Lheureux contre ville de Chartres, droit de concession d'affichage (9 janvier-2 juillet 1935). Damoye contre Contributions indirectes (12 mars-2 juillet 1935). Préfet du Cher contre Bourdin et Boulanger, infraction à la police de la navigation à Saint-Amand-Montrond (Cher, 15 avril-2 juillet 1935). Hospices de Châteaudun, mainlevée d'inscription hypothécaire (19 juin-2 juillet 1935). Souève contre maire de Champhol, révocation de la secrétaire de mairie (9 avril-9 juillet 1935). Favière contre Contributions indirectes (12 février-16 juillet 1935). Commune de Chuisnes (Eure-et-Loir) contre Foucher-Rose, démolition de travaux (11 avril 1933-16 juillet 1935). Huet et Maillard entrepreneurs contre commune d'Ermenonville-la-Petite (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (13 mai-5 novembre 1935). Houdard contre Contributions indirectes (23 décembre 1933-12 novembre 1935). Société Bapeterosses et compagnie contre préfet du Loiret, empiérement de chemins (9 mars-12 novembre 1935). Tramways de Loir-et-Cher contre compagnie de chemins de fer de Paris à Orléans, compte d'exploitation de la ligne Blois à Saint-Aignan (17 janvier 1934-19 novembre 1935). Pjeiffer architecte contre commune de Berchères-sur-Vesgres, inexécution de travaux et cessation de fonction (10 février 1934-26 novembre 1935). Brossard contre Préfet de Loir-et-Cher, révocation d'un agent de police de la ville de Blois (26 août-26 novembre 1935). Robert contre maire de La Ferté-Beauharnais (Loir-et-Cher), révocation de la secrétaire de mairie (31 août-26 novembre 1935). Ribot contre maire de Saint-Georges-sur-Cher, révocation de la secrétaire de mairie (30 août-26 novembre 1935).

1933-1935

9 U 8718 - Héritiers Muthouard contre commune de Saint-Jean-de-Rebervilliers (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (7 mars-3 décembre 1935). Société Brochot contre commune de Theuville (Eure-et-Loir), forage d'un puits (10 juillet-3 décembre 1935). Lachasse contre Contributions indirectes (27 juillet 1934-10 décembre 1935). Bain contre Contributions indirectes (1^{er} avril-10 décembre 1935). Gigot contre commune de Châteaurenard, attribution d'allocation de chômage (21

août-10 décembre 1935). Contributions directes contre Fournier (8 octobre-10 décembre 1935). Poirier contre commune de Châteauneuf-en-Thymerais (Eure-et-Loir) et société Union Technique Ouvrière, dommages dûs aux travaux de canalisations (7 juin 1934-17 décembre 1935). Choussaud contre Contributions indirectes (13 août-17 décembre 1935). Blot contre association syndicale de la Cisse, réduction de taxes syndicales (20 septembre-17 décembre 1935).

1934-1935

9 U 8719 - Société frigorifique de l'abattoir d'Orléans contre la ville d'Orléans, exploitation (16 juin 1931-21 janvier 1936). Marchand contre la ville d'Orléans, retrait d'une pupille de l'orphelinat Serenne (15 juin 1935-21 janvier 1936). Préfet du Loiret contre Cartier, marinier, infraction à la police de navigation à Girolles (12 décembre 1935-21 janvier 1936). Préfet du Cher contre Houvariet, marinier, infraction à la police de navigation à Argenvières (Cher, 8-21 janvier 1936). Préfet du Cher contre Laurent, infraction à la police de navigation à Argenvières (Cher, 11-21 janvier 1936). Ambrosini contre Préfet de Loir-et-Cher, révocation du secrétaire-archiviste (28 septembre 1935-28 janvier 1936). Laurand contre commune de Périgny (Loir-et-Cher), chemin rural (20 septembre 1935-31 janvier 1936). Vignerot contre Eaux-et-Forêts, défrichement d'un bois à Favières (Eure-et-Loir, 28-31 janvier 1936). Quignard et compagnie d'assurance L'Union contre le ministre des Travaux Publics et des Ponts et Chaussées, accident d'automobile (23 novembre 1935-11 février 1936). Tremblay contre l'État (service hydraulique), travaux de terrassement d'un fossé et dégrèvement de taxe de curage (23 décembre 1933-18 février 1936). Touzet, défrichement de bois à Maisonnais (Cher, 18-19 février 1936). Soyer contre ville d'Orléans, construction d'un mur de clôture (7 novembre 1934-23 février 1936).

1931-1936

9 U 8720 - Compagnie des eaux et de l'ozone contre commune de Vierzon-Villages (Cher), service des eaux (26 mars 1932-10 mars 1936). Souquet, garde-champêtre, révocation d'emploi (24 janvier-24 mars 1936). Magréault contre société Renault, exploitation d'une ligne de transports (10 août 1935-27 mars 1936). Allemand contre Ponts et Chaussées, accident d'automobile dû au mauvais état d'une route nationale (25 janvier-27 mars 1936). Thirioux contre administration des Finances (24 mars-28 avril 1936). Vienne contre administration des Finances (26 mars-28 avril 1936). Préfet du Cher contre Charles et compagnie générale de navigation, infraction à la police de la navigation à la Chapelle-Montlinard (Cher, 4-5 mai 1936). Huet et Maillard entrepreneurs contre commune de Billancelles (Eure-et-Loir, 13 mai 1935-12 mai 1936). Huet et Maillard entrepreneurs contre commune de Saint-Léger-des-Aubées (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (13 mai 1935-12 mai 1936). Société Électrification-adduction d'eau-travaux publics contre commune de Saulnières (Eure-et-Loir), règlement de travaux (27 janvier-12 mai 1936).

1932-1936

9 U 8721 - Société pompes funèbres générales contre ville de Montargis et hospices de Montargis, contrat de concession (23 novembre 1935-19 mai 1936). Société chimique de Dreux contre Contributions indirectes, impôt sur le chiffre d'affaires (10 décembre 1935-19 mai 1936). Bain contre Contributions indirectes (15 février-26 mai 1936). Gromy contre maire du Noyer (Cher), révocation de secrétaire de mairie (24 mars-28 mai 1936). Gonnin contre Contributions indirectes (12 février-30 mai 1936). Devaux-Lafaye contre Contributions indirectes (23 mars-30 mai 1936). Préfet du Loiret contre Boesch, marinier, infraction à la police de la navigation à Cepoy (10-16 juin 1936). Bureau de bienfaisance de Saint-Maurice-Saint-Germain (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (sans date). Troquet, demande d'autorisation de se substituer à la commune de Vieuvicq (Eure-et-Loir) pour intenter une action judiciaire (22-30 juin 1936). Berthier, demande d'autorisation de se substituer à la commune de Saran pour intenter une action judiciaire (16 janvier 1935-7 juillet 1936). Marolle, demande avis au préfet d'Eure-et-Loir pour défrichement de bois à Bonneval (4-7 août 1936). Préfet

du Loiret contre Etchevery et Persillon, bris d'un poteau téléphonique à Lorcy (11 juillet-28 août 1936). Hospices de Nogent-le-Rotrou, mainlevée de nantissement (15-29 septembre 1936).

1935-1936

9 U 8722 - Commune d'Outarville (Eure-et-Loir) contre Huet et Maillard entrepreneurs, construction d'un réservoir à eaux (16 décembre 1935-23 octobre 1936). Besson, docteur en médecine, contre hospices de Bourges, paiement intégral d'honoraires (20 mars-23 octobre 1936). Maire de Fontaine-les-Coteaux (Loir-et-Cher) contre Delaborde, démolition et comblement d'une cave menaçant ruine (26 août-23 octobre 1936). Préfet du Loiret contre Prompsy, occupation illégale du domaine public fluvial (28 avril-27 octobre 1936). Niclaussé contre chemins de fer de l'État, travaux d'électrification (18 février-3 novembre 1936). Méton entrepreneur contre la commune de Méry-ès-Bois (Cher), travaux d'adduction d'eau (14 mai-3 novembre 1936). Golny contre Contributions indirectes (28 septembre-6 novembre 1936). Pullny contre maire de Romorantin, révocation du chef de voirie et de bâtiment (7 mai-10 novembre 1936). Dreux contre ville d'Orléans, rupture de canalisation d'eau (29 février 1932-20 novembre 1936). Société française des moulins à vent Mammoth contre commune de Bailleau-le-Pin (Eure-et-Loir), état d'un moulin (21 novembre 1936). Léger contre préfet du Cher et Boin, boucher, exploitation d'une tuerie particulière à Sury-en-Vaux (14 mai-27 novembre 1936). Hôpitaux et hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée de nantissement (27 novembre-1er décembre 1936). Colant contre administration des Finances (10 mars-15 décembre 1936). Martin contre ville de Chartres, remboursement de retenues sur traitement (13 juillet-15 décembre 1936). Société de distributions régionales d'énergie contre Contributions indirectes (29 juillet-15 décembre 1936). Delayre contre département de Loir-et-Cher (Régie départementale des tramways), sommes retenues pour pension de retraite (12 août-15 décembre 1936).

1932-1936

9 U 8723 - Robert contre commune de La Ferté-Beauharnais (Loir-et-Cher), révocation de la secrétaire de mairie (11 juillet 1936-19 janvier 1937). Lanusse contre commune de Droue (Eure-et-Loir), révocation de la secrétaire de mairie (15 juillet 1936-19 janvier 1937). Société Les Messageries Blésoises contre Contributions indirectes (14 février 1936-22 janvier 1937). Maire de Beaugency contre Lemaitre, démolition d'immeuble menaçant ruine (18 décembre 1936-22 janvier 1937). Commune de Corvées-les-Yys (Eure-et-Loir) contre Fournier, architecte, mauvaise direction de travaux communaux (24 février 1936-2 février 1937). Méton, entrepreneur, contre ministère de la Guerre et du Génie militaire, travaux à la manutention militaire de Bourges (2 juillet 1935-23 février 1937). Ministère de la Guerre et du Génie militaire contre syndicat d'entreprises générales, réfection des couvertures de deux bâtiments à l'école pratique d'aviation d'Avord (Cher, 21 septembre 1935-23 février 1937).

1935-1937

9 U 8724 - Distruit, Faure, Foiret, Gaudinot, Lafaix, Lagenté, Lagneau et Sénot contre Préfet du Loiret, nomination d'un pharmacien à l'hôpital de Montargis (5 octobre 1936-5 mars 1937). Préfet du Cher contre préfet du Loiret, secours à une aliénée à l'asile Beaugard à Bourges (26 janvier-5 mars 1937). Ministère de l'Air contre la société La Construction de charpentes et couvertures en ciment, dégâts à des avions par une verrière de hangar à l'aérodrome de Chartres (25 juillet 1934-9 mars 1937). Préfet du Loiret contre Vanhaeren, marinier, infraction à la police de navigation à Cepoy (22 mars-13 avril 1937). Houssack contre Contributions indirectes (16 juin 1934-27 avril 1937). Boubet, défrichage de bois à la commune du Châtelet (Cher, 29 avril-4 mai 1937). Gauron contre maire de Saint-Christophe (Eure-et-Loir), révocation de gérante de cabine téléphonique (1er mars-11 mai 1937). Lefèvre-Pontalis contre commune de Saint-Christophe (Eure-et-Loir), frais de transfert de la cabine téléphonique (22 mars-11 mai 1937).

1934-1937

Dossiers des procédures

9 U 8725 - Souchu contre ville d'Orléans, dégâts dans immeuble (8 juin 1937). Gotteland, entrepreneur contre commune d'Orrouer (Eure-et-Loir), travaux (2 mars-18 juin 1937). Demazière contre Ponts et Chaussées, dégâts à un bateau par baisse subite des eaux à Dammarie-sur-Loing (16 décembre 1931-22 juin 1937). Lemer cier contre commune de Voves (Eure-et-Loir), travaux (30 octobre 1936-22 juin 1937). Contributions directes contre Fournier (2-30 juillet 1937). Leclerc contre maire de Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), deniers communaux (6 août-17 septembre 1937). Guillomeau et Doucet contre la ville d'Orléans, dégâts dans un immeuble par suite de l'affaissement de la chaussée (20-23 septembre 1937). Bureau de bienfaisance de Chartres, mainlevée d'inscription hypothécaire (2-30 septembre 1937). Hôpitaux et hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée de nantissement (2-30 septembre 1937).

1931-1937

9 U 8726 - Yvonneau et caisse de réassurances mutuelles agricoles contre commune de Huisseau-en-Beauce (Loir-et-Cher, 27 mars-12 novembre 1937). Clément contre Contributions indirectes (28 juillet-19 novembre 1937). Delaporte contre Contributions indirectes (28 juillet-19 novembre 1937). Morin contre Contributions indirectes (9 septembre-19 novembre 1937). Commune de Janville (Eure-et-Loir) contre la compagnie des eaux de Janville, indemnité de rachat (26 avril-20 novembre 1937). Bellier contre commune de Courbouzon (Loir-et-Cher), révocation d'appariteur et de cantonnier (9 juin-23 novembre 1937). Société l'Énergie industrielle contre Contributions indirectes (30 août 1934-30 novembre 1937). De Les Champs contre Baud, architecte, opérations d'expertise (15 octobre-30 novembre 1937). Niclausse contre commune de Lèves (Eure-et-Loir) et ville de Chartres, remise en état de viabilité d'un chemin (2 août-10 décembre 1937). Préfet du Loiret contre Dubois, marinier, infraction à la police de navigation à Nargis (17-24 décembre 1937).

1934-1937

9 U 8727 - Société Puits-Forages-Sondages contre commune de Mainvilliers, forage d'un puits (17 octobre 1934-13 janvier 1938). Société La Sologne contre Contributions indirectes (10 avril 1937-25 janvier 1938). Branchu contre Contributions indirectes (13 septembre 1937-25 janvier 1938). Deschamps contre administration de l'Enregistrement (26 juillet 1937-25 février 1938). Gromy contre commune du Noyer (Cher), révocation de la secrétaire de mairie (11 décembre 1937-25 février 1938). Lenoir contre préfet du Cher, révocation d'agent voyer (14 décembre 1937-25 février 1938). Soret contre hôpital-hospice de Vierzon, révocation du cuisinier (31 décembre 1937-9 mars 1938). André contre commune de Luisant (Eure-et-Loir), déversement des eaux d'une ruelle (22 novembre 1937-11 mars 1938). Andrivot contre commune de Vitray-en-Beauce (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (3 janvier-11 mars 1938).

1934-1938

9 U 8728 - Herry, entrepreneur contre commune de Mainvilliers, travaux d'adduction d'eau (23 janvier 1935-15 mars 1938). Gatignon entrepreneur de maçonnerie contre commune de Bourré (Loir-et-Cher), travaux à l'église (27 mars 1937-23 mars 1938). Séjourné contre ville d'Orléans, dégâts dans immeuble causés par des afflux d'eau (23 octobre 1936-25 mars 1938). Cluzel contre ville d'Orléans, dégâts dans un immeuble causés par des afflux d'eau (28 mai 1937-25 mars 1938). Poulain-Boissay contre commune de Cléry-Saint-André, dégâts dans un immeuble (11 octobre 1937-20 mai 1938). Compagnie d'assurances La Nationale contre Ponts et Chaussées, accident d'automobile (26 mars-20 mai 1938). Guerry contre Contributions indirectes (13 octobre 1936-27 mai 1938). Blin contre Contributions indirectes (22 septembre 1937-27 mai 1938). Branchu contre Contributions indirectes (29 septembre 1937-27 mai 1938). Marchand contre Contributions indirectes (26 mars-27 mai 1938).

Société des établissements Boutet-Gérondeau-Labarre contre Contributions indirectes, taxes à la production (28 mars-27 mai 1938). Préfet de Loir-et-Cher contre Broquin, avaries à des installations fixes du chemin de fer à Blois (4 mai-27 mai 1938).

1935-1938

9 U 8729 - Dalaigne contre Contributions indirectes (12 février-14 juin 1938). Gandillon contre préfet du Cher, pension de retraite (30 mars-14 juin 1938). Société L'Entreprise industrielle contre commune de Vierzon-Bourgneuf (Cher), travaux d'adduction d'eau (24 mars 1937-21 juin 1938). Fièvre contre commune de Cours-les-Barres (Cher), erreurs administratives (19 avril-24 juin 1938). Hôpital-hospices d'Orléans, mainlevée d'inscription hypothécaire (25 juin-1er juillet 1938). Commune de Châteauneuf-sur-Cher (Cher) contre société L'Union électrique du Centre, distribution d'énergie électrique (21 février-5 juillet 1938). Duffault contre Contributions indirectes (10 juillet 1937-8 juillet 1938). Hôpitaux et hospice Saint-Brice à Chartres (4-12 juillet 1938). Gautron contre commune de Saint-Florent-sur-Cher (Cher), octroi du monopole des pompes funébres (8 juin-13 juillet 1938). Commune de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) contre Jouvot, entrepreneur, construction de réservoirs à eau (11 octobre 1937-15 juillet 1938). Lelu et Rigolet contre Contributions directes (27 juin-29 septembre 1938).

1937-1938

9 U 8730 - Société des établissements Paul Brunet contre Contributions indirectes, taxe à la production (2 avril-11 octobre 1938). Société Berlincourt contre le ministère de la Défense nationale et de la Guerre et le Génie militaire, construction de six magasins à poudre à Châteaudun (28 février-28 octobre 1938). Société Berlincourt contre le ministère de la Défense Nationale et de la Guerre et le Génie militaire, construction de magasins à munitions à Châteaudun (28 février-28 octobre 1938). Société La Construction de charpentes et couvertures en ciment contre le ministère de l'Air, construction de hangars et d'ateliers au centre d'essais d'Orléans-Bricy (12 décembre 1936-8 novembre 1938). Guilly et Kuypers docteurs en médecine contre hôpital-hospice de Sully-sur-Loire, admission d'un médecin traitant (7 juin-14 décembre 1938). Contributions directes contre Marchand (18 octobre-14 décembre 1938). Ministère de la Guerre et de la Défense Nationale et Génie militaire contre société des travaux publics et routiers, construction d'un mess d'officiers à Pruniers (Loir-et-Cher, 27 décembre 1937-21 décembre 1938). Hospices de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (5-10 janvier 1939). Contributions directes contre Mousset (6-24 février 1939). Contributions directes contre Richardot (6-28 février 1939). Contributions directes contre Desternes (6-28 février 1939). Contributions directes contre Laurent (6-28 février 1939). Contributions directes contre Malochon (6-28 février 1939).

1936-1939

9 U 8731 - Société La Compagnie des eaux et de l'ozone contre ville de Chartres et Thierry, canalisation (13 octobre 1938-3 mars 1939). Delaugère contre Contributions indirectes, taxe à la production (10 novembre 1938-7 mars 1939). Normand contre commune de Léré (Cher), blessures dues à l'éclatement d'un canon (13 janvier-10 mars 1939). Société Deschamps contre commune de Magny (Eure-et-Loir), travaux d'adduction d'eau (24 janvier-17 mars 1939). Contributions directes contre Algret (6 février-17 mars 1939). Contributions directes contre Légales (6 février-17 mars 1939). Hébert contre commune de Senonches (Eure-et-Loir), entretien du service des eaux (17 juin 1938-28 mars 1939). Reine contre Contributions indirectes (5 juillet 1938-31 mars 1939). Dumontet-Nugues contre commune de Sidiailles (7 janvier-31 mars 1939). De Tristan contre département de Loir-et-Cher, poursuites et décharge de contribution (7 février-31 mars 1939).

1938-1939

Dossiers des procédures

9 U 8732 - Bel contre commune de Charenton-du-Cher (Cher), compagnie Union électrique du Centre et compagnie d'assurances Le Patrimoine, contrat de concession d'éclairage électrique (7 octobre 1938-28 avril 1939). Bollée contre Contributions indirectes, taxes à la production (20 janvier-28 avril 1939). Gallou contre Contributions indirectes (21 avril 1938-5 mai 1939). Hospices de Blois, mainlevée d'inscription hypothécaire (2-12 mai 1939). Contributions directes contre Vilpoux, refus de déclaration prévue par l'article 353 du Code général des impôts directs (6 février-19 mai 1939). Ville de Châteaudun contre Vincent peintre, travaux de peinture (28 février-19 mai 1939). Société de la sucrerie de Toury (Eure-et-Loir) contre Contributions indirectes, taxe sur les pulpes (22 mars-19 mai 1939). Contributions directes contre dix-huit propriétaires de Bourges, refus de déclaration prévue par l'article 353 du Code général des impôts directs (22 avril-19 mai 1939).

1938-1939

9 U 8733 - Hôpital et hospice de Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (6 août 1938-6 juin 1939). Société Électro-entreprise contre syndicat intercommunal de Veaugues (Cher), abstention de poursuite d'approbation de traité de concession (15 mai 1933-13 juin 1939). Syndicat intercommunal de Veaugues (Cher) contre Société Électro-entreprise et Société Union électrique rurale, exploitation du réseau électrique (8 août 1934-13 juin 1939).

1933-1939

9 U 8734 - Société des pétroles Toneline contre préfet du Cher, installation d'un dépôt de liquides inflammables à Bourges (14 février-20 juin 1939). Société Desmarais frères contre préfet du Cher, installation d'un dépôt de liquides inflammables (17 avril-20 juin 1939). Rodet contre Contributions indirectes, taxe à la production (5 mai-20 juin 1939). Evrat contre Contributions indirectes (10 février 1932-23 juin 1939). Société des établissements Evrat contre Contributions indirectes (10 février 1932-23 juin 1939). Pullny contre ville de Romorantin, révocation de chef de voirie (14 mai 1937-23 juin 1939). Clément contre Contributions indirectes (22 décembre 1937-23 juin 1939). Chauvière contre Petit et Bonneau et commune de Léthuin (Eure-et-Loir), effondrement d'un immeuble par suite de l'ouverture d'une tranchée (31 octobre 1938-23 juin 1939). Bondry contre Contributions indirectes, taxes à la production (27 février-23 juin 1939). Boutroux contre association syndicale de l'Aubois, exonération de taxe syndicale (16 mai-30 juin 1939). Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (30 juin-7 juillet 1939).

1932-1939

9 U 8735 - Imbert contre commune de Saint-Denis-sur-Loire (Loir-et-Cher), exécution de travaux (31 mai 1937-11 juillet 1939). Bertheau contre Ponts et Chaussées, accident mortel dû à la chute d'une branche d'arbre (26 avril-13 juillet 1939). Hérault contre préfet du Cher et commune de Châteaumeillant (Cher), attributions de garde-champêtre (4 mai-13 juillet 1939). Robin contre Département de Loir-et-Cher, décès de malade à l'asile d'aliénés (9 mai-13 juillet 1939). Commune d'Amilly contre Mafféo et Guillemain, résiliation d'un marché de travaux (30 mai-13 juillet 1939). Lorillard contre commune de Luisant (Eure-et-Loir), écoulement d'eau dans un immeuble (21 juin-25 août 1939). Hôpital-hospice de Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (1^{er}-25 août 1939).

1937-1939

200 W 45573 - Préfet du Cher contre Nicault, extraction de salle et dépôt de gravier à Vierzon après fin d'autorisation (4 octobre-17 novembre 1939). Hôpitaux et hospices Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (7 octobre-28 novembre 1939). Préfet du Cher contre Monteulier, avaries à une barrière de passage à niveau à Nozières (Cher, 17 novembre-5 décembre 1939). Ville de Châteaudun contre société "Les grands travaux français" (15-19 décembre 1939). Société Pillon frères

contre Contributions directes (28 avril 1939-19 janvier 1940). Boucher, compagnie d'assurances "La Préservatrice" et société "L'Énergie industrielle" contre ville de Chartres, préjudice dû à défaut d'éclairage (25 juillet 1939-19 janvier 1940). Préfet du Loiret contre Champion pour avaries à une barrière de passage à niveau (20 juillet 1939-26 janvier 1940). Racine contre Contributions indirectes, taxe à la production (4 août 1939-26 janvier 1940). Société Cima-Wallut contre Contributions indirectes (12 octobre 1939-30 janvier 1940). Société "La Sologne" contre ville de Saint-Amand-Montrond (Cher), arrêté du maire prononçant la déchéance de la société (25 septembre 1936-6 février 1940). Chaumeau contre Contributions indirectes (14 décembre 1939-6 février 1940). Gaslard contre hospices d'Orléans, décès de malades (9 mai 1939-16 février 1940). Briaux contre ville de Montargis, suppression d'emploi d'architecte-voyer (13 juin 1939-16 février 1940). Jumelle contre commune de Bechères-sur-Vesgres et préfet d'Eure-et-Loir, révocation de garde-champêtre (12 août 1939-16 février 1940). Rousselet, architecte, contre ville de Romorantin, révocation (23 décembre 1939-7 mars 1940). Estienne contre État, travaux au centre d'aviation d'Avord (Cher, 25 janvier 1939-8 mars 1940). Fauverteix contre commune de Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher), prise d'adjudication de droits de place (29 janvier-2 avril 1940). Préfet du Loiret contre Eve, avaries à barrières de passage à niveau à Fay-aux-Loges (26-30 avril 1940). Gilbert contre commune de Ligny-le-Ribault et compagnie d'assurances "Le Soleil", accident de bicyclette sur un chemin rural (15 novembre 1938-7 mai 1940). Société Pillon frères contre Contributions indirectes, taxe à la production (23 juin 1939-7 mai 1940). Société Deschamps contre commune de Mézières-au-Perche (Eure-et-Loir), travaux de plomberie (22 décembre 1939-7 mai 1940). Société Pillon frères contre Contributions indirectes, taxe à la production (25 janvier-7 mai 1940). Allais contre Ponts et Chaussées, accident d'automobile dû à un arbre sur la route (22 février-7 mai 1940). Préfet du Cher contre Perrot, avaries à une barrière de passage à niveau à Orval (Cher, 25 mai-16 août 1940). Préfet du Cher contre Plantier, avaries à une barrière de passage à niveau à Bourges (12-16 août 1940).

1936-1940

200 W 45574 - Compagnie des tramways du Loiret contre départements du Loiret et de Loir-et-Cher, défaut de poursuite d'approbation d'un avenant (12 avril 1935-20 août 1940). Caisse d'Épargne de Chateaudun, mainlevée d'inscriptions hypothécaires (5 avril-20 août 1940). Delaporte contre Contributions Indirectes (15 juillet 1939-20 septembre 1940). Entreprise Fangazio contre État, construction de casernement de garde républicaine mobile à Dreux (19 septembre-25 septembre 1940). Lebrun contre Contributions Indirectes, taxes à la production (14 avril 1939-27 septembre 1940). Hauser contre commune de Mennetou-sur-Cher (Loir-et-Cher), blessure due à l'éclatement d'un pétard (31 octobre 1939-27 septembre 1940). Kalt contre Cadenat, occupation temporaire de terrains et prix de matériaux (19 juillet 1939-5 novembre 1940). Mandereau contre syndicat de drainage du Thimerais (Eure-et-Loir), subventions pour travail (3 août 1939-5 novembre 1940). Adam contre Département d'Eure-et-Loir et Compagnie d'assurances "Les Travailleurs français", voiture contre goudronneuse (29 août-5 novembre 1940). Compagnie des tramways du Loiret contre Département du Loiret et de Loir-et-Cher, résiliation du contrat de concession (14 octobre 1937-26 novembre 1940). Marpeau contre Contributions Indirectes (25 octobre 1938-29 novembre 1940). Contributions Indirectes contre Charron, taxes à la production (1^{er} juin-29 novembre 1940).

1935-1940

200 W 45575 - Préfet du Cher contre Loye, avaries à une barrière de passage à niveau à Bourges (15 avril 1940-6 décembre 1940). Hutteau contre Contributions Indirectes, taxe à la production (18 avril-6 décembre 1940). Perrin contre ville d'Orléans, heurt de camion par un tombereau municipal (5 juin-6 décembre 1940). Maire d'Orléans contre Bertail, démolition d'immeuble menaçant ruine (6 novembre-6 décembre 1940). Société Heisseing contre Contributions Indirectes, taxe à la production (13 juin-13 décembre 1940). Société Travaux et applications routiers du Centre contre Contributions Indirectes, taxe à la production (13 juin-13 décembre 1940). Office public d'habitations à bon marché contre Serpault, entrepreneur de travaux publics et Rousselet, architecte, malfaçons dans construction de

maisons, (4 décembre 1940-21 février 1941). Besnard contre ville de Romorantin, rénovation de conciergerie (6 décembre 1940-4 mars 1941) ; Préfet du Cher contre Société de constructions de Montreuil, avaries au pont de l'écluse de Grossous à Vierzon (26 février-4 mars 1941). Hospices d'Orléans, mainlevée d'inscription hypothécaire (6 décembre 1940-11 mars 1941). Hospices Saint-Brice à Chartres, mainlevée de nantissement (24 mars-19 avril 1941). Société Bollard contre ministère de l'Air, construction d'un hangar au centre d'aviation de Bricy (12 août 1940-23 mai 1941). Pouillet, entrepreneur de transports contre ville d'Orléans, heurt de car par un tombereau municipal 2 octobre 1940-23 mai 1941). Bouchaud Alice et Bouchaud Marie contre Ponts et chaussées, collision entre voiture et balayeuse (11 novembre 1940-23 mai 1941). Préault contre Contributions Indirectes, taxe à la production (13 novembre 1940-23 mai 1941). Blavier contre Contributions Indirectes, taxe à la production (30 novembre 1940-23 mai 1941). Becel contre Léandre, directrice de l'école maternelle et commune de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir), révocation de femme de service (11 janvier-23 mai 1941).

1940-1941

200 W 45576 - Préfet de l'Eure-et-Loir contre Pailloux, avaries à une barrière de passage à niveau à Bonneval (7 mai-30 mai 1941). Rapin contre commune de Léré (Cher) et Ponts et chaussées, aggravation d'une servitude d'écoulement d'eaux (7 juin 1939-20 juin 1941). Cazabeil contre Ponts et chaussées, collision entre son automobile et camion de l'administration (14 janvier-20 juin 1941). Société des Usines Renault contre Contributions Indirectes, taxe à la production (15 décembre 1938-11 juillet 1941). Chamault contre Contributions Indirectes, taxe d'armement (30 décembre 1940-11 juillet 1941). Trotte contre Département d'Eure-et-Loir, liquidation de pension de son mari cantonnier chef (1^{er} avril-16 juillet 1941). Société Razel frères contre Ministère de la Guerre, aérodrome de Chartres (31 octobre 1940-25 juillet 1941). Erthet-Harisson contre Maire de Chartres, révocation de surveillante de crèche (11 décembre 1940-25 juillet 1941). Hôpital et Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée d'inscriptions hypothécaires (13 juin-31 juillet 1941). Hôpital-Hospice de Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (5 août-8 août 1941). Préfet d'Eure-et-Loir contre Binet, Demeyers, avaries à une barrière de passage à niveau à Toury (7 mai-3 octobre 1941). Préfet du Cher contre Launay, Galivel, avaries à une barrière du passage à niveau à Saint-Doulchard (14 août-7 octobre 1941). Maire d'Orléans contre Cluzel, démolition d'un immeuble menaçant ruine (15 octobre-28 octobre 1941). Matignon, meunier contre ministère de la Guerre, règlement de fournitures de farines au camp de prisonniers de Beaune-la-Rolande (23 mai-29 octobre 1941). Malichaud contre ville de Vierzon, collision entre sa voiture et camion de la ville (1^{er} avril-31 octobre 1941). Hospices de Châteaudun, mainlevée d'inscription hypothécaire (25 septembre-28 novembre 1941). Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée d'inscription (8 novembre 1941-28 novembre 1941). Édité municipal d'Orléans, affaire Desbrosses, arrêté du conseil du 12 décembre 1941. Gaudin contre administration des Finances, paiement de contributions directes (4 juillet-16 juillet 1941). Gros de Beler contre Administration des Finances, paiement de contributions directes (2 avril-19 décembre 1941). Erthet-Harisson contre Maire de Chartres, révocation de surveillante de crèche (25 septembre-19 décembre 1941). Descamps contre Maire de Chartres, révocation de cantonnier communal (7 octobre-19 décembre 1941). Pigeoire contre Ministère de Guerre, Entrepôt de Réserve Générale de Munitions de l'Artillerie de Salbris (Loir-et-Cher) (9 avril 1938-30 décembre 1941).

1938-1941

200 W 45577 - Société "Comptagri" contre Contributions Indirectes, taxe à la production (4 octobre-30 décembre 1941). Préfet du Cher contre Archevêque, lignes téléphoniques à Saint-Michel-de-Volangis (14 octobre-30 décembre 1941). Croize et Verrier contre Société de Distribution d'eau, avaries à un camion dues au passage d'une canalisation (27 octobre-30 décembre 1941). Préfet du Loiret contre Maire d'Ingré et Wastiaux, chef du secrétariat de mairie (22 novembre 1941-9 janvier 1942). Maison de santé de l'Orangerie contre ville et hôpital-hospice de Dreux, matériel

pris en charge ou en réparation de préjudice (23 janvier 1941-30 janvier 1942). Préfet du Loiret contre Badel, avaries à une guérite de passage à niveau à Fontenay-sur-Loing (19 janvier-3 février 1942). Rigal contre Département du Loiret (établissement psychothérapique de Fleury-les-Aubrais), libération de malade (7 août 1941-4 février 1942). Société Pigelet contre Contribution Indirectes, taxe à la production (23 juin 1941-24 février 1942). Cimetière, élève sage-femme contre dispensaire de Gien, licenciement (26 novembre 1941-17 mars 1942). Niclause contre ville de Chartres et commune de Lèves, préjudice dû au défaut d'entretien de deux gués (27 juillet 1939-20 mars 1942). Hodet contre département du Loir-et-Cher, réfection du pont de Bessé-sur-Braye (28 mai 1941-20 mars 1942). Cloarec contre Bonneau entrepreneur de travaux publics, préjudice dû à une chute à proximité d'une tranchée de canalisation d'eau (2 août 1941-27 mars 1942). Barbier contre Dichamp et PTT, électrocution d'un cheval (2 janvier 1941-7 avril 1942). Commune de Brévainville (Loir-et-Cher) contre Martin frères et Petit entrepreneurs et Marcot architecte, travaux au groupe scolaire (24 septembre 1941-7 avril 1942). Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (16 janvier-7 avril 1942). Anjou contre Ponts et Chaussées, voiture endommagée du fait d'une tranchée sur la route (21 avril-22 avril 1942). Maire de Chartres contre Beuneu, démolition d'immeuble menaçant ruine (21 mars-28 avril 1942). Pallus contre commune de Chuisnes (Eure-et-Loir), paiement d'allocations familiales et de salaire unique (14 février-8 mai 1942). Duhamel contre société des Laminoirs et Tréfileries, désordres à un immeuble (6 mars-16 mai 1942). Bonnin contre Dichamp concessionnaire de distribution d'énergie électrique contre PTT, électrocution d'un cheval (22 décembre 1941-22 mai 1942). Erhet-Harisson contre ville de Chartres, révocation de surveillante de crèche (30 janvier-22 mai 1942). Société Bourdeaux-Henno contre Administration des finances, paiement de contributions directes et cotisations d'assurances sociales (29 décembre 1941-9 juin 1942). Société Normande d'Utilisation de Sous-produits Organiques contre Préfet d'Eure-et-Loir et Société de produits chimiques des établissements Hurel, ouverture d'un établissement classé (30 décembre 1941-19 juin 1942). Paradis-Daubourg contre Ministère d'Agriculture et Eaux et Forêts (26 mars-19 juin 1942).

1941-1942

200 W 45578 - Hébert, minotier contre commune de Francourville (Eure-et-Loir), fourniture de blé (13 avril-23 juin 1942). Jacquet contre asile d'Aligre et Préfet d'Eure-et-Loir, révocation d'économiste (30 mars-30 juin 1942). Maire d'Orléans contre Mailfert, démolition d'immeubles menaçant ruine (7 avril-30 juin 1942). Établissements Panhard et Levassor contre Contributions Indirectes, taxe à la production (5 juillet 1938-3 juillet 1942). Satam contre Ministère de la Guerre, Génie, Air, travaux au camp d'Avord (Cher) (21 novembre 1939-3 juillet 1942). Cane contre Contributions Indirectes, taxe à la production (13 juillet 1941-3 juillet 1942). Hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée d'inscription hypothécaire (6 juin-22 juillet 1942). Descamps contre ville de Chartres, révocation de cantonnier (16 décembre 1941-24 juillet 1942). Société Chabal contre ville de Saint-Amand-Montrond, travaux d'adduction d'eau (8 mars 1938-28 août 1942). Hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée d'inscription hypothécaire (5-28 août 1942). Jousset contre Eaux et Forêts, défrichement d'un bois (28 août-31 août 1942). Préfet de Loir-et-Cher contre Schigeowfki, avaries à une barrière de passage à niveau à Pezou (28 novembre 1940-6 octobre 1942). Société Pneustock contre PTT, accident d'automobile à un facteur (8 juin-16 octobre 1942). Compagnie d'assurances "La Participation" contre commune de Ménétréol-sous-Sancerre (Cher), accident dû à la chute d'une croix au cimetière (26 juin-16 octobre 1942). Préfet du Loiret contre Déraulot, avaries à une barrière de passage à niveau à Malesherbes (8 octobre-16 octobre 1942). Préfet d'Eure-et-Loir contre Leprince, avaries à une barrière de passage à niveau à Ymonville (Eure-et-Loir) (14-16 octobre 1942). Bernigaud contre Ministère de la Guerre, Intendance militaire, règlement de fournitures (26 mars-3 novembre 1942). Hôpital-hospice à Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (4-6 novembre 1942). Maire de Vierzon contre Faguet, Reuillon, Trouvay, démolition d'immeuble menaçant ruine (24 juillet-10 novembre 1942). Maire d'Orléans contre Doucet, démolition d'immeuble menaçant ruine (17 septembre-10 novembre 1942). Société Schwenck contre PTT, construction de l'hôtel des postes à Nogent-le-Rotrou

(Eure-et-Loir) (30 août 1939-13 novembre 1942). Marquis de la Chapelle-Croville, installation d'une ligne à haute tension (16 novembre-17 novembre 1942).

1938-1942

200 W 45579 - Janvier-Olivier contre PTT, accident de bicyclette causé par une voiture des PTT (18 décembre 1941-11 décembre 1942). Etablissements Rousseau contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (12 mars-11 décembre 1942). Société la Ruche Chartraine contre ville de Châteaudun, répartition de marchandises (24 avril-11 décembre 1942). Société Rivière-Casalis contre Contributions Indirectes, taxe à la production (11 août-11 décembre 1942). Barrière contre commune de Brou (Eure-et-Loir), paiement de marchandises (14 février-15 décembre 1942). Maire d'Orléans contre Saint-Basile, démolition d'immeuble menaçant ruine (18 septembre-17 décembre 1942). Caisse interprofessionnelle d'allocations familiales du Loiret contre commune de Châtillon-Coligny, remboursement (22 juillet-17 décembre 1942). Société Normande d'utilisation de sous-produits organiques contre Préfet d'Eure-et-Loir, ouverture d'un établissement classé (30 décembre 1941-15 janvier 1943). Ourry-Guillaume contre Ponts et Chaussées, droits spéciaux de patente (7 février 1942-15 janvier 1943). Secrétariat d'Etat à la guerre contre Taudière, Klein, entrepreneur, travaux à l'entrepôt de réserve générale de munitions de Salbris (3 mars 1942-15 janvier 1943). Guerre, domaine et bâtiments militaires contre Taudière, Klein, entrepreneur, travaux à l'entrepôt de réserve générale de munitions de Salbris (21 avril 1942-15 janvier 1943). Drouhaut, entrepreneur contre secrétariat d'Etat à la guerre et ville de Blois, casernement de garde-républicaine (27 juin 1942-15 janvier 1943). Dublineau contre Préfet du Loir-et-Cher et ville de Blois, révocation d'employé de mairie (7 août 1942-15 janvier 1943). Société "LEs Charpentiers de Paris" contre ville de Dreux, collèges et école ménagère (12 décembre 1941-12 février 1943). Hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée d'inscription hypothécaire (23 janvier-12 février 1943).

1941-1943

200 W 45580 - Maire d'Orléans contre Gaudin, démolition d'immeuble menaçant ruine (22 juin 1942-16 février 1943). Bulard, sculpteur contre Education Nationale, travaux à la cathédrale d'Orléans (1^{er} juillet 1942-16 février 1943). Préfet du Loiret contre Meunier, avaries à une barrière de passage à niveau à Saint-Germain-des-Prés (9 avril 1942-19 février 1943). Préfet du Loiret contre Laurent, infraction à la police de navigation (22 septembre 1942-23 février 1943). Houlle contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (26 octobre 1942-23 février 1943). Neveu contre commune de Courtenay, abattage d'une vache accidentée (28 octobre 1942-23 février 1943). Hospice Saint-Brice à Chartres, mainlevée de nantissement (30 décembre 1942-23 février 1943). Commune de Villebout (Loir-et-Cher) contre Corniller, dégradation d'un chemin vicinal (25 mars 1942-26 mars 1943). Laudinet, entrepreneur de travaux publics contre commune de Beaune-la-Rolande, construction d'école (16 septembre 1942-26 mars 1943). Souriou contre commune de Salbris, secrétaire de mairie (19 décembre 1942-26 mars 1943). Société "Les Charpentiers de Paris" contre département d'Eure-et-Loir, sanatorium (12 décembre 1941-6 avril 1943). Société "Demay" contre commune de Saint-Jean-de-Rébervilliers (Eure-et-Loir), construction de réservoirs (30 mai 1942-6 avril 1943). Préfet du Loiret contre Blandin, avaries à une barrière de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson (19 décembre 1939-13 avril 1943). Maire de Digny (Eure-et-Loir) contre Villard, démolition d'immeuble menaçant ruine (17 décembre 1942-13 avril 1943).

1939-1943

200 W 45581 - Hanin contre ville de Chartres, effondrement d'un mur (5 septembre 1941-16 avril 1943). Préfet d'Eure-et-Loir contre Goussu et la SNCF, avaries à une barrière de passage à niveau à Voves (8 janvier-16 avril 1943). Ville d'Orléans contre Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage, traité de concession (23 mai 1942-21 mai 1943). Société des Etablissements Teisset-Rose-Brault contre Inspecteur départemental du travail (4 janvier-21 mai 1943). Revouy contre commune de Châteauneuf-sur-Loire (Loiret), droits de place (16 février-21 mai 1943). Assurances "l'Urbaine et la

Seine" contre Ponts et Chaussées, collision de voitures (28 janvier-4 juin 1943). Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (21 mai-4 juin 1943). Hôpital-hospice de Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (12 juin-22 juin 1943). Bottelin contre Société Orléanaise des Eaux, commune de Meung-sur-Loire, Préfet du Loiret, Ponts et Chaussées, accident dû à réfection d'une chaussée (20 janvier 1942-25 juin 1943). Hôpital-hospice de Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (12 juin-13 juillet 1943). Bouchery contre hôpital de Dreux, sanctions disciplinaires (31 mars-15 juillet 1943). Mathieu-Fageoles contre hôpital de Dreux, réduction de traitement (31 mars-15 juillet 1943). Société Pellerin et Lambert contre inspecteur départemental du travail (12 janvier-16 juillet 1943). Manson-Gentil contre Lambert et Maire d'Orléans, démolition d'immeuble en ruine (1er juin-16 juillet 1943). Mauger contre ville de Dreux, dégâts dûs aux eaux d'une canalisation (13 mai 1942-31 août 1943). Fauchet contre Maire de Senonches, séances de cinéma (16 février-31 août 1943). Hospices de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), mainlevée d'opposition (12 juin-31 août 1943). Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée d'inscription hypothécaire (14-31 août 1943).

1941-1943

200 W 45582 - Société l'Asniéroire contre Ministère de la Guerre et Génie Militaire, travaux à caserne Marceau à Chartres, à ERGM et pavillon militaire de l'hospice à Châteaudun (10 janvier 1939-24 septembre 1943). Ledoux contre Contributions Indirectes, taxe à la production (21 janvier 1942-24 septembre 1943). Préfet du Loir-et-Cher contre Raquin, canal du Berry à Selles-sur-Cher (9 septembre-24 septembre 1943).

1939-1943

200 W 45583 - Deleneville contre Préfet d'Eure-et-Loir et ville de Chartres, fonction de directeur de bureau municipal d'hygiène (10 octobre 1942-15 octobre 1943). Préfet du Loiret contre Simonneau, dégâts au talus de la levée de la Loire à Lailly-en-Val (30 juillet-15 octobre 1943). Hôpital de Pontgouin (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (25 septembre-26 octobre 1943). Gautron-Famel contre ville de Clichy et département de la Seine, accident de bicyclette (18 mai 1942-29 octobre 1943). Société des Ateliers de construction Schwartz-Haumont contre secrétariat d'Etat à la Guerre, remboursement de matériaux approvisionnés au camp de la Chapelle-d'Angillon (Cher) (16 septembre 1942-29 octobre 1943). Société d'assurance "l'Orléanaise" contre ville d'Orléans, incendie d'immeuble (17 avril-29 novembre 1943). Asile d'Aligre (Eure-et-Loir), mainlevée de nantissement (30 août-30 novembre 1943). Lefèvre contre secrétariat d'Etat à la Guerre, casernement de Garde Républicaine Mobile à Montargis (18 février 1943-3 décembre 1943). Jusserand contre comité de gestion des groupements interprofessionnels laitiers et Préfet de Loir-et-Cher, enlèvement de bétail (2 juin-3 décembre 1943). Commune de Sancerre (Cher) contre société "l'Ile de France", casernement de Garde Mobile (23 juillet 1942-7 décembre 1943). Souriou contre commune de Salbris (Loir-et-Cher), fonction de secrétaire de mairie (28 juin-7 décembre 1943). Société des établissements Monmousseau contre Contributions Indirectes, taxe de péréquation sur vins (16 août-14 décembre 1943). Hôpital-hospice à Pithiviers, mainlevée d'inscription hypothécaire (3-14 décembre 1943). Coffre, architecte contre département du Loiret, travaux à Montargis (31 mai-17 décembre 1943). Société des Établissements Juster contre Contributions Indirectes, taxe sur les transactions (11 août-17 décembre 1943). Granger contre Contributions Indirectes, taxe sur les transactions (21 août-17 décembre 1943).

1942-1943

200 W 45584 - Marquis de la Chapelle-Croville contre Société de Transports d'Energie de la Région de l'Ouest, état des lieux contradictoire (11 octobre 1943-11 janvier 1944). Marx contre ville de Saint-Amand-Montrond (Cher), insuffisance de protection des services (26 juin 1943-14 janvier 1944). Entreprise Lajoinie contre Ministère de l'Air, construction de hangars (1er avril 1940-25 janvier 1944). Barrion, entrepreneur de peinture contre ville de Romorantin (Loir-et-Cher), travaux au collège (17 février 1942-28 janvier 1944). Bataille contre Contributions Indirectes, taxes d'armement et de

transactions (28 juin 1943-28 janvier 1944). Société des établissements Christiani et Nielsen contre Ministère de la Production industrielle et des communications, marchés des travaux et droits spéciaux de patente (16 août 1943-28 janvier 1944). Société des Etablissements Masure contre Ponts et Chaussées, accident d'automobile dû à chute d'un arbre (7 octobre 1943-28 janvier 1944). Lacombe contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (22 octobre 1943-28 janvier 1944). Commune d'Oinville-Saint-Liphard (Eure-et-Loir), mainlevée d'inscription hypothécaire (8 décembre 1943-28 janvier 1944). Gautier contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (28 janvier 1942-18 février 1944). Chavigny et Société anonyme et Commerciale contre Finances (6 juin 1942-18 février 1944). Favier contre Préfet du Cher, exploitation abandonnée (4 juin 1943-18 février 1944). Cazin contre Éducation Nationale, Production industrielle, Vacquier, Lecomte et Martin, congédiement (3 novembre 1943-18 février 1944). Boulai contre Finances, contribution mobilière et frais d'hospitalisation (20 décembre 1943-22 février 1944). Dalaigre contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (25 février 1941-3 mars 1944). Compagnie fermière de l'établissement thermal contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (26 août 1942-3 mars 1944). Nicollet, garagiste contre ville de Limoges (Haute Vienne), démolition d'un distributeur d'essence par fourgon des pompes funèbres (5 juillet 1943-3 mars 1944). Bouland contre Société d'électricité de l'Ouest, électrocution d'un cheval (15 octobre 1943-3 mars 1944). Contributions Indirectes contre Dalaigre, taxe sur transactions (29 janvier-3 mars 1944).

1940-1944

200 W 45585 - Société "Les Charpentiers de Paris" contre Ville de Dreux, collègues et école ménagère (4 mars 1943-18 avril 1944). Société des Forges et Ateliers de constructions électriques de Jeumont contre Commune de Bonneval (Eure-et-Loire), groupe moto-pompe (9 juillet 1943-18 avril 1944). Préfet du Loiret contre Buissette et la Compagnie Générale des Carburants nationaux, avariés à une barrière de passage à niveau à Arrabloy (15 avril-2 mai 1944). Gaudin contre Administration des Finances (8 juin 1943-20 juin 1944). Préfet du Loire-et-Cher contre Jung, arrêté préfectoral (6 juin-4 juillet 1944). Société "l'Energie Industrielle" contre Contributions Indirectes, impôt sur le chiffre d'affaires (4 juin 1934-7 juillet 1944). Société "Les Aciéries de Longary " contre Contributions Indirectes, taxes à la productions (30 juillet 1940-8 août 1944). Touzé contre Ville de Chartres, accident automobile dû à une benne de nettoyage (29 décembre-14 novembre 1944). Société de récupération métallurgique D.R. contre Ponts et Chaussées, droits spéciaux de patente (27 décembre 1943-17 novembre 1944). Moularque contre Préfet du Loiret et du Ministère de l'agriculture, retrait de concession de terres incultes (18 juin-17 novembre 1944). Gotteland contre Secrétariat d'État à la Défense, droit spéciaux de patente (26 avril-15 décembre 1944). Hospice Hême à Mer (Loir-et-Cher), mainlevée d'inscription hypothécaire (9 décembre 1944-23 janvier 1945). Établissements Walser contre Secrétariat d'État à la défense, droits spéciaux de patente (11 mars 1944-26 janvier 1945). Constantinides, médecin contre préfet Préfet d'Eure-et-Loir; assistance médical gratuit aux réfugiés (23 mars 1944-30 janvier 1945). Souriou contre préfet du Loir-et-Cher, révocation de secrétaire de mairie à Salbris (6 avril 1944-6 février 1945). Allarent contre Contributions Indirectes, taxe à la production (16 juin 1939-9 février 1945). P.T.T. contre société l'Énergie industrielle (Boulay en cause), accident mortel à un agent des lignes (21 mars 1942-9 février 1945). Elambert contre contributions directes, taxe à la production (28 octobre 1942-9 février 1945). Société technique des appareils centrifuges industriels contre Secrétariat d'État à la défense et secrétariat d'État à l'Aviation, travaux à la base aérienne d'Orléans-Bricy. Préfet d'Eure-et-Loir contre Richard, avaries à une barrière de passage à niveau à Berchères-les-Pierres (18 décembre 1944-9 février 1945). Commune de Josnes (Loir-et-Cher) contre Genet entrepreneur de travaux publics, construction d'un chemin rural (8 décembre 1943-23 février 1946). Société Leisseing contre Ministère de la production industrielle et l'École Centrale de Pyrotechnie de Bourges, marchés de travaux (30 décembre 1943-27 février 1945).

1943-1946

Dossiers des procédures

200 W 45586 - Laudat contre commune de Saint-Ambroix (Cher), accès à une carrière (18 mars 1944-2 mars 1945). Batisse contre Ministère de l'air, droits spéciaux de patente (20 juin 1944-2 mars 1945). Société " La Maison de Jean Pierret" contre commune de Saint Piat, bois de chauffage (12 septembre 1944-2 mars 1945). Société " la Route de France" contre Ministère de la guerre et Génie militaire, droits spéciaux de patente (5 octobre 1944-2 mars 1945). Foessel contre Ministère de la guerre et service du Génie, droit spéciaux de patente (21 novembre 1944-2 mars 1945). Urvoy contre commune de Clévilliers (Eure-et-Loir), eaux d'une gargouille (20 novembre 1943-3 mars 1945). Union des coopératives de vente des associations agricoles de Loir-et-Cher contre Contributions Indirectes, taxe à la production (11 décembre 1944-6 mars 1945). Hôpitaux et Hospice Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (10 février-23 mars 1945). Hôpitaux et Hospices Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (10 février-23 mars 1945). Coche contre Administration des Finances, indemnité de séjour (20 avril 1943-17 avril 1945). Hôpitaux et Hospices Saint-Brice de Chartres, mainlevée de nantissement (29 mars- 24 avril 1945). Beaufils contre Département du Loiret, construction d'une caserne de gendarmerie à Montargis (17 juin 1942-1^{er} mai 1945). Touzé contre Département d' Eure-et-Loir, accident d' automobile dû à un camion du service vicinal (21 novembre 1944-1^{er} mai 1945). Lafragette contre Ministère de la guerre et Service du Génie Militaire, droits spéciaux de patente (5 janvier 1^{er} mai 1945). Société nationale des chemins de fer contre Société Parisienne d'Interconnexions Électriques, occupation du domaine public à Prasville (Eure-et-Loir) (14 février-15 mai 1945). Commune de Saint Baudel (Cher) contre Eaux et Forêts, vente de chênes provenant d'affouage (24 mars-15 mai 1945). Coutoux contre ville de Blois, révocation de directeur des cours professionnels municipaux (9 janvier-22 mai 1945). Maire de Bué (Cher) contre Balland, démolition d'immeuble menaçant ruine (24 avril-22 mai 1945). Maupaté contre Préfet du Loiret, taxe de faucardement (16 février-6 juillet 1945). Bellanger contre commune d'Ingré, dépôt d'ordures communal (21 mars-6 juillet 1945). Chauvet contre commune de Sougy (Loiret), révocation d'emploi de secrétaire de mairie (24 avril-6 juillet 1945). Mairie de Romilly-sur-Aigre (Eure-et-Loir) contre successeurs Meunier-Chéron, démolition d'immeuble menaçant ruine (23 juillet 1943-17 juillet 1945). Vézin, docteur contre Préfet de Loir-et-Cher, retrait de fonctions (1^{er} mars-28 juillet 1945). Richard, chirurgien, contre Préfet du Loiret, révocation d'emploi à l'hôpital de Pithiviers (3 mai-28 juillet 1945). Maire d'Orléans contre Coudert, démolition d'immeuble menaçant ruine (17 août 1942-28 septembre 1945).

1942-1945

200 W 45587 - Compagnie des tramways contre ville de Bourges, transports (3 mars- 9 octobre 1945). Maire de Romorantin (Loir-et-Cher) contre Héllis et Royer, démolition d'immeuble menaçant ruine (6 octobre-9 octobre 1945). Rabier, Bordeaux, Vincent, Hahusseau et Martin contre Conseil municipal, manifestations officielles (4 août-12 octobre 1945). Préfet du Cher contre Dalaudière, canal du Berry (28 septembre-30 octobre 1945). Pauleau contre directeur départemental du Travail, régime du travail (8 septembre-2 novembre 1945). Société nationale des chemins de fer contre Guérin, exploitation de buffet à Châteaudun (28 septembre-2 novembre 1945). Ministère de la guerre et service du Génie Militaire contre Fradet, droits spéciaux de patente (22 février -23 novembre 1945). Ministère de la guerre et service du Génie Militaire contre société des Etablissements Ferrus Elambert (22 février-23 novembre 1945). Vialanet contre Ministère de la Guerre et service du Génie militaire, droits spéciaux de patente (23 juin-23 novembre 1945). Coffin contre Cintrat, déchéance de mandat de conseiller municipal (20 octobre-4 décembre 1945). Préfet d'Eure-et-Loir contre Cintrat, élection de conseiller municipal (17 novembre-4 décembre 1945). Préfet d'Eure-et-Loir contre Roger, entrepreneur de transports, avaries à une barrière de passage à niveau à Tours (26 septembre-7 décembre 1945). Chaudun contre maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), fonction de secrétaire auxiliaire de police (24 octobre-7 décembre 1945). Société France et Delaroche contre Contributions Indirectes, taxe à la

production (9 août 1938-11 décembre 1945). Hôpital de Chartres, mainlevée d'inscription de nantissement (26 novembre-11 décembre 1945). Commune de Moinville-la-Jeulin (Eure-et-Loir) contre Eaux et Forêts, livraison incomplète de fourniture de bois (3 mars-18 décembre 1945). Préfet du Cher contre Raquin, dégâts à ligne téléphonique (14 mai-21 décembre 1945). Béranger contre syndicat intercommunal d'assainissement et de drainage, réduction de taxe syndicale (2 juin-21 décembre 1945). Souillard contre syndicat intercommunal d'assainissement et de drainage, décharge de taxe syndicale (7 juin-21 décembre 1945). Triau contre commune de Thieulin (Eure-et-Loir), fonction de secrétaire de mairie (17 juillet-21 décembre 1945). Ville d'Orléans, fosse d'aisances (8 février -9 février 1946). Bidard contre syndicat intercommunal d'assainissement et de drainage, taxe syndicale (31 mai 1945-12 février 1946). Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage contre Contributions Indirectes, taxe à la production (24 mai 1945-15 février 1946). Pintard contre département d'Eure-et-Loir et commune de Roinville-sous-Auneau, fonction de garde-champêtre (11 décembre 1945-15 février 1946). Bouillot contre syndicat intercommunal d'assainissement et de drainage, dégrèvement de taxe syndicale (2 janvier-12 mars 1946). Cintrat contre Préfet d'Eure-et-Loir, mandat de conseiller municipal (25 février-22 mars 1946). Société de constructions mécaniques de Vierzon contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (6 mai 1944-26 mars 1946). Turlure contre Contributions Indirectes, taxe à la production (31 décembre 1943-29 mars 1946). Delacourt contre hôpital de Dreux, décès de malade (17 juillet 1945-29 mars 1946). Erre contre service des liquidations des affaires allemandes, indemnité de réquisition (26 décembre 1945-29 mars 1946). Renault contre Ministère de la Population, services des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés, accident mortel causé par un camion (16 janvier-29 mars 1946). Frémont contre contre Préfet de Loir-et-Cher, révocation de secrétaire-économiste à l'hôpital-hospice de Vendôme (28 janvier-29 mars 1946).

1938-1946

200 W 45588 - Janvier garagiste contre Ministère de l'Intérieur, dégâts à une pompe à essence (29 juin 1945-2 avril 1946). Garnier contre Contributions Indirectes, taxe à la production (31 octobre-5 avril 1946). Potin contre Contributions Indirectes, taxe à la production (31 octobre 1945-5 avril 1946). Société Chabal contre ville de Romorantin, droits spéciaux de patente (29 janvier-5 avril 1946). Barrion contre ville de Romorantin, droits spéciaux de patente (2 février-5 avril 1946). Hôpital de Chartres, mainlevée de nantissement (29 mars-14 mai 1946). Société Schwartz-Haumont contre secrétariat d'Etat à la guerre, camp de la Chapelle-d'Angillon (Cher) (16 septembre 1942-24 mai 1946). Société Schwartz-Haumont contre secrétariat d'Etat à la guerre, camp de la Chapelle-d'Angillon (Cher) (1er mars 1943-24 mai 1946). Société Schwartz-Haumont contre secrétariat d'Etat à la guerre, construction de baraquements au camp de la Chapelle-d'Angillon (1er mars 1943-24 mai 1946). Champion contre Ponts et Chaussées, pont Gambetta à Blois (16 novembre 1944-24 mai 1946). Glatigny contre Préfet du Loir-et-Cher et association syndicale de la Cisse, taxe de faucardement (22 janvier-24 mai 1946). Syndicat des marchands ambulants d'Eure-et-Loir contre maire de Brou, droits de place (25 mars-24 mai 1946). Fougerson-Frelat contre ministère des armées et lieutenant Laffoucrière, accident entre une voiture hippomobile et une automobile militaire (18 janvier-21 juin 1946). Société Chardon et Sibenaler contre ministère du Ravitaillement, collision entre un camion et une voiture (7 mars-21 juin 1946). Bordier contre commune de Saint-Jean-de-Braye, révocation de secrétaire de mairie (3 août 1944-21 juin 1946). Richard chirurgien contre Préfet du Loiret, révocation d'emploi à l'hôpital de Pithiviers (3 août 1945-21 juin 1946). Wahart contre ministère des Finances (27 octobre 1945-21 juin 1946) Grandjean-Clément contre ville d'Orléans, accident dû à une benne de nettoyage (28 novembre 1945-21 juin 1946).

1942-1946

200 W 45589 - Rigoreau contre Ponts et Chaussées, occupation de terrain (16 août 1945-5 juillet 1946). Société "Rapide-Anjou" contre ville de Paris, collision entre camion de la société et camion des

transports automobiles municipaux de Paris (16 janvier-5 juillet 1946). Martellière contre Eaux et Forêts, travaux de sciage de bois (12 mars-5 juillet 1946). Delchini contre caisse d'allocations familiales, allocations pour enfant infirme (19 avril-5 juillet 1946). Lefèvre contre commune de Champsoy (Eure-et-Loir), tarif de distribution d'eau (25 avril-5 juillet 1946). Préfet du Cher contre Thuasne, marinier, non-déchirage de bateau (17 avril-12 juillet 1946). Préfet du Cher contre Thuasne, entrepreneur de travaux publics, non-déchirage de bateau (9 mai-12 juillet 1946). Quinon contre hôpital-hospice de Pithiviers, révocation de sage-femme (8 juin-23 juillet 1946). Barré contre ville d'Orléans et entreprise Campenon, dommages dans immeuble (5 août 1946). Pinsard et Lejeune contre ville d'Orléans et entreprise Campenon, dommages dans immeuble (5 août 1946). Canton de Châtillon-sur-Loire contre tribunaux paritaires cantonaux des baux ruraux, résultats du scrutin (23 août-27 septembre 1946). Dargent contre ville d'Orléans et entreprise Campenon, dommages dans immeuble (27 septembre 1946). Sallé et Ferrand contre ville d'Orléans et entreprise Campenon, dommages dans immeuble (14 octobre 1946). Marchand, entrepreneur de transports contre commune de Voves (Eure-et-Loir), accident dû à mauvais état de voie publique (8 juin-30 octobre 1946). Vallée contre entreprise Pierre et PTT, dégâts dans immeuble (4 novembre 1946). Richomme contre Société de distribution électrique de l'Ouest et Guillemain, électrocution d'une truie (4 janvier-5 novembre 1946). Ardouin contre Ponts et Chaussées, surélévation d'un chemin (26 juin-5 novembre 1946). Régis contre ministère de la Reconstruction et société Cagez, dégâts dans immeuble (5 novembre 1946). Jouvencel contre Finances (2 avril-8 novembre 1946). Préfet du Cher contre Larpent, marchand de bois, dépôt de bois (24 octobre-8 novembre 1946). Fontanié contre Préfet du Cher, réquisition de logement (2 juillet-15 novembre 1946). Guérin contre commune de Ménars (Loir-et-Cher), dépôt de bijoux (31 août-15 novembre 1946). Ville de Chartres et Gau contre enseignement libre du diocèse de Chartres. Maurer, ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Compagnie des Eaux et de l'Ozone, sinistre des immeubles, 20 novembre 1946-25 novembre 1946 ; Guillot contre ministère de l'Agriculture et Eaux et Forêts, droits de pêche (14 mai-26 novembre 1946). Ferret, sociétés Evarite-Situbé, société Lambert, Lange, Daulon, Picard, Cancès contre commune de Cloyes (Eure-et-Loir), travaux (2 juillet-26 novembre 1946). Rouger et Guillaneux contre Ponts et Chaussées, collision entre voiture et camion (18 mars-29 novembre 1946). Mâne contre département de Loir-et-Cher, dégâts dans immeuble (15 janvier-13 décembre 1946). Briant contre commune de Saint-Julien-du-Cher (Loir-et-Cher), révocation de garde-champêtre (28 septembre-13 décembre 1946). Préfet d'Eure-et-Loir contre entreprises "Le Bonnin", détérioration de câble téléphonique à Maintenon (19 novembre-13 décembre 1946).

1945-1946

200 W 45590 - Doyen contre département du Loiret, électrocution de deux génisses (22 mai 1946-17 janvier 1947). Lambert, docteur, contre commune de Ferrières (Loiret), indemnités de fonctions (13 juillet 1946-17 janvier 1947). Billet contre Préfet du Loiret, révocation de cantonnier (29 juillet 1946-17 janvier 1947). Lebarbier contre commune de Briare (Loiret), tarif des eaux (7 novembre 1946-17 janvier 1947). Préfet du Loiret contre Préfet de Seine-et-Marne, domicile de secours de malade (22 novembre 1946-21 janvier 1947). Coutant-Thion contre inspecteur du travail (1er avril 1946-24 janvier 1947). Frémont contre Préfet du Loir-et-Cher et hôpital-hospice de Vendôme, révocation de secrétaire économe (4 novembre 1946-24 janvier 1947). Préfet du cher contre Compagnie Internationale de Transports par eau, écluse de la queue sur le canal du Berry (4 janvier-24 janvier 1947). Mairie de la Ferte-Saint-Aubin contre Antier, démolition d'immeuble menaçant ruine (21 janvier-11 février 1947). Drouhaut et regnard contre secrétariat d'Etat à la Défense et secrétariat d'État à la Défense aérienne, routes à la base de Blois-Le Breuil (Loir-et-Cher) (19 janvier 1944-14 février 1947). Simonet contre ville de Montargis, cessions de pains (25 février 1946-14 février 1947). Tallard contre maire de Montargis, lace d'abonné sur le marché (19 novembre 1946-14 février 1947). Préfet d'Eure-et-Loir contre Pointereau, avaries à une barrière de passage à niveau à Orgères (14 février-28 février 1947). Gouny et consorts contre commune de Noyers-sur-Cher (Loir-et-Cher), indemnité de réquisition (16 août 1946-21 mars 1947). Maire de Bonny-sur-Loire (Loiret) contre goyer, démolition

d'un immeuble menaçant ruine (1^{er}-25 mars 1947). Jourdain contre Ponts et Chaussées, collision avec une voiture de l'administration (8 janvier-28 mars 1947). Riffet contre commune de Coullons, perte de trois vaches accidentées dans un chemin communal (16 janvier-28 mars 1947). Cauvet de blanchonval contre ministre de l'Agriculture et Ravel, concession de domaines (16 décembre 1946-28 mars 1947). Duprez contre ministre de l'Agriculture, concession de domaines (16 décembre 1946-28 mars 1947). Duprez contre Préfet du Loiret, concession des domaines (16 décembre 1946-28 mars 1947).

1944-1947

200 W 45591 - Société Dessus contre ministère de la guerre et génie et hospices d'Orléans, pouponnière d'Orléans (31 mai 1945-2 mai 1947). Richard contre hôpital-hospice de Pithiviers, révocation de chirurgien (24 juillet 1946-9 mai 1947). Renard, entrepreneur, contre inspection départementale du Travail et de la Main d'oeuvre (9 octobre 1946-9 mai 1947). Huysser contre ville de Blois, révocation d'emploi (10 janvier-9 mai 1947). Richard, chirurgien, contre Préfet du Loiret, révocation d'emploi à l'hôpital-hospice de Pithiviers (7 février-9 mai 1947). Préfet du Cher contre Lévêque, dégâts aux installations de chemin de fer à Charost (Cher) (7 février-9 mai 1947). Pilet contre ministère de l'Éducation nationale, centre de formation professionnelle de Tavers (Loiret) (23 mai 1946-13 mai 1947). Leloup contre département du Loir-et-Cher (Ponts et Chaussées), collision entre un vélomoteur et un camion de l'administration à Blois (11 octobre 1946-13 mai 1947). Dethon et consorts contre commune de Marville-Moutiers-Brûlé, bâtiment endommagé à la suite d'effondrement de la chaussée (13 mai 1947). Cholet contre maire de Châlette (Loiret), révocation d'emploi (23 février 1946-23 mai 1947). SNCF contre David, expulsion d'un logement concédé (17 mars-3 juin 1947). SNCF contre Pournin, expulsion d'un logement concédé à Châteaudun (17 mars-3 juin 1947). SNCF contre Ricard, expulsion d'un logement concédé à Châteaudun (17 mars-3 juin 1947). SNCF contre Vigier, expulsion d'un logement concédé à Châteaudun (17 mars-3 juin 1947). Successeur de Burfin, entrepreneur contre ville de Sancerre (Cher), travaux à la caserne de la garde républicaine mobile (29 mai 1945-13 juin 1947). Préfet du Loiret contre Favro et société quenin, avaries à une barrière de passage à niveau à Fontenay-sur-Loing (Loiret) (14 février-1^{er} juillet 1947). Souchet contre inspection du travail (31 mai-4 juillet 1947). SNCF contre société l'Union Électrique Rurale, occupation du domaine public (28 octobre 1943-8 juillet 1947). Steiniger contre inspection du travail d'Eure-et-Loir (23 août 1946-8 juillet 1947). Morin contre inspection du travail d'Eure-et-Loir (10 mai-8 juillet 1947). Maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) contre Allain et Godin, démolition d'un groupe immeubles menaçant ruine (6 août-4 septembre 1947). Préfet du Loiret contre Charbonnier, avaries à une barrière de passage à niveau à Fontenay-sur-Loing (25 août-22 septembre 1947). SNCF contre société l'Omnium régional d'électricité, occupation du domaine public (15 octobre 1943-23 septembre 1947).

1943-1947

200 W 45592 - Montête contre Département du Loiret, exhaussement d'un remblai devant immeuble (30 décembre 1946-24 octobre 1947). Wullers contre Contributions indirectes, taxes à la production et sur transactions (10 mars-24 octobre 1947). Frémont contre Hôpital, Hospice de Vendôme (Loir-et-Cher), arrêté du Conseil (10 juin-24 octobre 1947). Lefèvre contre préfet d'Eure-et-Loir, remembrement foncier dans commune de Champseur (30 juin-24 octobre 1947). Société des produits fermiers de l'Ile-de-France contre Société Sallé, état du lit de la rivière la Blaise (17 novembre-20 novembre 1947). Préfet d'Eure-et-Loir contre Gremillon, exécution d'arrêté (17 octobre-13 décembre 1947). Société "Les Halles aux cuirs réunies" contre Contribution Indirectes, taxes d'armement et sur transactions (13 novembre 1941-23 décembre 1947). Guillemot contre commune de Saint Arnoult-des-Bois (Eure-et-Loire), Blessures dues à l'éclatement d'un mortier (11 juin 1946-9 janvier 1948). Guilloteau contre Contributions Indirectes, taxes à la production et sur transactions (16 mai 1947-9 janvier 1948). Israël contre Inspection du travail (6 octobre 1947-9 janvier 1948). Gondon contre Préfet du Loiret, occupation d'un ballastière à Saint-Père-sur-Loire (31 juillet 1947-23 janvier 1948). Ferry contre Commune d'Ouzouer-des-Champs, révocation de secrétaire de mairie (5 août 1947-23 janvier 1948). Levassor contre Syndicat de la rivière du Loiret, réduction de taxes syndicales

(4 octobre 1947-23 janvier 1948). Entreprise Campenon contre Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme et Société nationale des chemins de fer, état des maçonneries du tunnel des Champs-Bouchaux à Fleury-les-Aubrais (26 janvier-26 janvier 1948). Maire d'Orléans contre Société Maure, démolition d'immeuble menaçant ruine (20 janvier- 3 février 1948). Chéreau contre Commune de Châlette, dépôt de pain (9 décembre 1946-6 février 1948). Syndicat des agriculteurs de Loir-et-Cher contre Contributions Indirectes, taxe sur transactions (1^{er} août 1947-6 février 1948). Chauveau contre Commune de Montlirault (Loir-et-Cher). Dumas contre Commune de Domonville (Eure-et-Loir) révocation de secrétaire de mairie (10 janvier 1947-20 février 1948). Lesaux contre Ville de Dreux, révocation de gérante des bains-douches (21 avril 1947-20 février 1948). Ciron contre Inspection du Travail (12 juin 1947-20 février 1948). Société "Les Constructions françaises" contre Service de liquidation des affaires allemandes, commande de lits couchettes aux troupes allemandes (15 octobre 1947-20 février 1948). Chevallier, institutrice contre Commune de la Chapelle-Fortin (Eure-et-Loir), révocation de secrétaire de mairie (24 décembre 1947-20 février 1948). Boudin contre Ville d'Orléans et Société Campenon, dégâts dans immeuble (18-20 février 1948). Rousseau et consorts, mainlevée de cautionnement (28 février 1946-27 février 1948). Préfet du Loiret contre Launay, avaries à une barrière de passage à niveau à Vitry-aux-Loges (26 février-9 mars 1948). Préfet du Loiret à Lasne, avaries à des lignes téléphoniques à Pierrefitte-des-Bois (2-9 mars 1948). Balavoine contre Contribution Indirectes, taxes à la production et sur transactions (2 janvier 12 mars 1948). Société "La Mélavitamine" contre Contributions Indirectes, taxes à la production (5 janvier-12 mars 1948). Société Périllat contre Fiti, entrepreneur de travaux publics, dommages dûs à travaux de démolition (31 juillet 1946-19 mars 1948). Commune de Sancoins (Cher) contre Deville, non-enlèvement de boue (21 novembre 1947-19 mars 1948).

1947-1948

200 W 45593 - Préfet du Loiret contre Gaillard, rupture d'un poteau de lignes téléphoniques à Saint-Jean-de-la-Ruelle (19 février-13 avril 1948). Hospices d'Orléans contre Société "La Callendrite" et Société la Pouponnière (3 juillet 1943-23 avril 1948). Particuliers et Commune de Coulombs (Eure-et-Loir) contre Syndicat intercommunal d'assainissement et de drainage de Marchezais (Eure-et-Loir) dégrèvement d'une taxe syndicale (1er août 1945-23 avril 1948). Préfet du Loiret contre Mazuel, incinédie d'une baraque en bois de la gare des Aubrais à Fleury-les-Aubrais (6 mars 1947-23 avril 1948). Condamine-Benoist contre Préfet du Loiret, occupation temporaire d'un terrain à Olivet (16 février-23 avril 1948). Picot-Rangeon contre Inspection du travail (5 mars-23 avril 1948). Morin et Conseil municipal de Poilly-lez-Gien contre opérations électorales et scrutin du 29 février 1948, élection des membres d'une commission syndicale en vue du rattachement éventuel d'une partie des communes de Poilly-lez-Gien et Saint-Martin-sur-Ocre à la ville de Gien (5 avril-23 avril 1948). Préfet du Loiret contre Foucret, mutilation d'arbres à Nevoy dans le Loiret (5 avril-23 avril 1948). Bugeon contre Bonné et Secrétariat général à la Police, accident de bicyclette (5 avril-4 mai 1948). Préfet du Loiret contre Vernet, avaries à une barrière de passage à niveau à Malesherbes (22 avril-11 mai 1948). Scheller-Nolle contre Ponts et chaussées, accident d'automobile dû à une borne sur la route nationale 140 à Saint-Palais (Cher) (5 janvier-14 mai 1948). Frémont contre Préfet du Loir-et-Cher et Ministre de la Santé et de la population, conseil de discipline (27 mars-21 mai 1948). Audoin contre Préfet du Loiret, réquisition d'une maison (30 mars-21 mai 1948). Maire de Chartres contre Charmettan, Codechèvre, Gauthier, Moulin, Pasdeloup, Renard, Rozier, Troufleur, Tuvache, Gendrot, réparation ou démolition d'immeuble à Chartres (28 avril-22 juin 1948).

1943-1948

200 W 45594 - Département du Cher contre Métivier et Leiseing entrepreneurs de travaux publics, pont de Saint-Thibault sur la Loire à Saint-Satur (14 septembre 1943-25 juin 1948). Société Berruya contre ville de Bourges, prix d'accumulateurs (25 mars 1946-25 juin 1948). Desbleds contre Préfet d'Eure-et-Loir, réquisition d'un immeuble (19 mars-25 juin 1948). Guillon contre Inspection du Travail (8 mars-9 juillet 1948). Bouffault, secrétaire de mairie contre Maire d'Olivet, révocation

d'emploi (16 octobre 1947-9 juillet 1948). Bossuyt contre Commune d'Anet (Eure-et-Loir), accident survenu lors d'une fête hippique (16 janvier-13 juillet 1948). Préfet d'Eure-et-Loir contre Mafrand, avaries à une ligne téléphonique à Nogent-le-Roi (20 avril-27 août 1948). Préfet du Cher contre Lалу, dépôt d'arbres sur le canal latéral à la Loire à Saint-Florent (15 juillet -27 août 1948). Préfet du Cher contre Richard, dépôt de grumes en bordure du canal latéral à la Loire à Marseilles-les-Aubigny (Cher) (15 juillet-27 août 1948).

1943-1948

200 W 45595 - Entreprises Electro-Mécaniques contre Secrétaire d'Etat à l'aviation, construction d'un hangar à la base aérienne d'Orléans-Bricy (1er décembre 1942-8 octobre 1948). Cosson-Naslis contre Electricité de France, accident dû à la chute de support de ligne électrique à Vineuil (Loir-et-Cher) (22 mai-8 octobre 1948). Préfet du Loiret contre Cirque Armor, avaries à un câble téléphonique souterrain à Montargis (4 septembre-8 octobre 1948). Préfet du Loiret contre Losfeld, avaries à une barrière de passage à niveau à Châlette (2 octobre-22 octobre 1948). Poisson M. contre Contributions Indirectes (12 novembre 1940-12 novembre 1948). Hardoin contre Commune de Sermaises (Loiret), accident survenu à un cheval (1^{er} juin-12 novembre 1948). Meunier contre sous-préfet de Montargis, révocation de garde-champêtre (26 juin-12 novembre 1948). Préfet du Cher contre Olivier marchand de bois, dépôt de grumes sur le canal latéral à la Loire à Marseilles-les-Aubigny (16 juillet-12 novembre 1948). Adam, entrepreneur contre Commune d'Amilly (Eure-et-Loir), écoles communales (29 novembre 1947-26 novembre 1948). Denis Boivin et Cabaret Denis contre Commune de Fontaine-Simon (Eure-et-Loir), accident dû à l'éclatement d'un canon (4 février-26 novembre 1948). Guadet contre Education Nationale, école nationale professionnelle de jeunes filles de Bourges (13 mars 1946-26 novembre 1948). Girard contre Commune d'Ousson (Loiret), bons d'essence et de gaz butane (10 juin-26 novembre 1948). Ville de Chartres contre Entreprise Rol Lister, état d'un égoût (10 décembre 1948). Brossard contre Préfet du Loiret et Ville d'Orléans, révocation d'agent de police (25 décembre-17 décembre 1948). Maljean contre Contributions Indirectes (29 septembre 1947-1948). Préfet du Loiret contre Marchand, rupture d'un poteau téléphonique à Fleury-les-Aubrais (26 novembre-17 décembre 1948). Préfet du Loiret contre Dumais, pont-canal de Briare (4-17 décembre 1948). Société nationale du chemin de fer contre Département du Loiret et réseau départemental d'électricité, occupation du Domaine public (10 juillet 1943-21 décembre 1948).

1940-1948

200 W 45596 - Doire contre Santé publique et Population, travaux au sonatorium de Lamotte-Beuvron (27 février 1947-14 janvier 1949). Préfet du Cher contre Guignard, avaries à une barrière de passage à niveau à Mehun-sur-Yèvre (18 décembre 1948-14 janvier 1949). Préfet du Cher contre Nicault, dommages à chambre téléphonique souterraine à Vierzon (18 décembre 1948-28 janvier 1949). Bernollin, éleveur de porcs contre Préfet d'Eure-et-Loir, fournitures de porcs (13 septembre 1948-1^{er} février 1949). Chevallier, institutrice contre Commune de la Chapelle-Fortin (Eure-et-Loir), révocation de secrétaire de mairie (29 octobre 1948-18 février 1949). Maulny contre Contributions Indirectes, taxes à la production (6 novembre 1948-18 février 1949). Triau, institutrice contre Commune Thieulin (Eure-et-Loir), révocation du secrétaire de mairie (9 novembre 1948-18 février 1949). Société Campenon contre Ville d'Orléans, travaux confortatifs dans immeubles (27 février 1948-25 février 1949). Préfet de Loir-et-Cher contre Bouquin, avaries à une barrière de passage à niveau à Selles-sur-Cher (13 mai 1948-25 février 1949). Société nationale des chemins de fer contre Préfet du Loiret, aménagement d'un établissement classé (29 octobre 1948-25 février 1949). Jacquet contre Ponts et Chaussées, collision avec une benne de l'Administration (6 janvier-25 février 1949). Férey contre Commune de Châtillon-Coligny (Loiret), charges extra-contractuelles (4 avril 1946-18 mars 1949).

1947-1949

Dossiers des procédures

200 W 45597 - Destre contre Contributions Indirectes (31 janvier-10 mai 1949). Arsouze (faillite Bannier) contre Contributions Indirectes, taxes à la production (5 août 1948-10 mai 1949). Hilaire, entrepreneur de peinture, contre Commune de Meung-sur-Loire, nouvelle mairie (24 août 1946-20 mai 1949). syndicat des employés et ouvriers municipaux de Bourges contre Ville de Bourges, emplois municipaux (22 février-20 mai 1949). Haran contre Département d'Eure-et-Loir, réquisition d'une voiture (17 mars-20 mai 1949). Société "BTP" contre Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, ouvrages de DCA à Lucé (Eure-et-Loir) (1er septembre 1948-24 mai 1949). Desplanches contre Ville d'Orléans et Société Campenon-Bernard, dégâts à un immeuble à la suite de l'effondrement de la chaussée (27 janvier 1947-17 juin 1949). Hu et Parachini-Hu contre ville d'Orléans et Société Campenon-Bernard, dégâts à un immeuble à la suite de l'effondrement de la chaussée (27 janvier 1947-17 juin 1949). Cocu contre Ville d'Orléans et Société Campenon-Bernard, dégâts à un immeuble à la suite de l'effondrement de la chaussée (16 juillet 1947-17 juin 1949). Ebel contre Contributions Indirectes, taxes à la production (19 mars-17 juin 1949). Gauvin contre Ville de Blois, collision avec une benne de nettoyage (22 mars-17 juin 1949). Société "La Solidarité" contre Département du Loiret, résiliation d'un marché (24 juillet 1948-1er juillet 1949). Aubé contre Administration des Finances, demande de sursis de poursuites (8 janvier-1er juillet 1949). Compagnie d'assurances "La Normandie" contre Villes de Montargis et de Châlette (Loiret), incendie (4 mars-1^{er} juillet 1949). Préfet du Loiret contre Brédèche, avaries à une barrière du passage à niveau à Chanteau (7 juin-5 juillet 1949). Préfet du Loiret contre Hudebine, bris de deux poteaux téléphoniques à Orville (Loiret) (10 juin-5 juillet 1949). Ferrand-Henry et Henry-Fourriel contre Ville de Chartres, remise en état d'un immeuble (15 juillet 1948-8 juillet 1949). Majoux contre le Préfet d'Eure-et-Loir, allocations familiales agricoles (30 avril-8 juillet 1949). Maire d'Olivet contre Lodé, démolition d'immeuble menaçant ruine (30 juin-8 juillet 1949). Mesnil conseiller municipal et adjoint au maire de Saint-Lupercé, contre le Préfet d'Eure-et-Loir, révocation d'emploi (25 juillet-30 avril 1949). Préfet du Loiret contre Lavaud, dommages causés à artère téléphonique (18 juillet-30 septembre 1949).

1946-1949

200 W 45598 - Préfet d'Eure-et-Loir contre X, mutilation de tilleuls et bris de bec de gaz à Lucé (Eure-et-Loir) (22 septembre-11 octobre 1949). Contributions Indirectes contre Société Coopérative de literie et bourrellerie, taxes sur le chiffre d'affaires (22 avril-21 octobre 1949). Filleron contre Préfet du Loiret, occupation temporaire de terrain (17 mai-21 octobre 1949). Doisneau contre Préfet du Loiret, occupation temporaire de terrain (3 juin-21 octobre 1949). Gandon contre Société nationale des chemins de fer et Préfet du Loiret, occupation d'une ballastière à Saint-Père-sur-Loire (21 juin-21 octobre 1949). Genet contre Filleron, occupation temporaire de terrain (22 août-21 octobre 1949). Genet contre Doisneau, occupation temporaire de terrain (22 août-21 octobre 1949). Filleron contre Préfet du Loiret et Genet, occupation temporaire de terrain (2 septembre-21 octobre 1949). Doisneau contre Préfet du Loiret et Genet, occupation temporaire de terrain (2 septembre 1949-21 octobre 1949). Prut contre Préfet de Loir-et-Cher, chef de poste au service de la désinfection (2 juillet-4 novembre 1949). Préfet du Loiret contre Eon, avaries à une barrière de passages à niveau à Triguères (15 septembre-4 novembre 1949). Ferry contre Maire d'Ouzouez-des-Champs, révocation de secrétaire de mairie (15 février-10 novembre 1949). Vrinat contre Maire de Vornay (Cher), révocation de secrétaire de mairie (30 juin-10 novembre 1949). Thibault contre Maire de Verdes (Loir-et-Cher), fonctions de vétérinaire-inspecteur de la tuerie (30 juillet-10 novembre 1949). Préfet du Loiret contre Mirloup, bris de deux poteaux des lignes de Saint-Aignan-le-Jaillard (Loiret) (12 octobre-10 novembre 1949). Philippeau contre Département du Loiret, révocation de concierge (6 janvier-15 novembre 1949). Société Rousseau contre Commune de Terteron (Cher), dégrèvement de centimes additionnels à des contributions directes (6 novembre 1948-18 novembre 1949). Moreux contre Ville de Vierzon, collision avec une benne municipale (16 juillet-18 novembre 1949). Société Rousseau contre Commune de Torteron (Cher), dégrèvement de centimes additionnels à des contributions directes (6

août-18 novembre 1949). Castanet contre Administration des Finances (5 septembre-18 novembre 1949). Porcher contre Ville d'Orléans, désordres dans immeuble (22 novembre 1949). Bedu contre Ville d'Orléans, désordres dans immeuble (22 novembre 1949). Préfet d'Eure-et-Loir contre Grémillon, distillateur, autorisation d'exploitation (10 novembre-décembre 1949). Urvoy contre Département d'Eure-et-Loire, dommages dans immeuble par eaux de gargouille à Clévilliers (3 septembre-9 décembre 1949). Gastambide contre Ponts-et-Chaussées, rétablissement d'un portillon (7 octobre 1949-9 décembre 1949). Gentier contre Préfet du Loiret, mandat de conseiller municipal (11 octobre-9 décembre 1949). Société Chédeville contre Ministère de la Défense Nationale - Génie, entretien d'immeubles (21 mars-16 décembre 1949). Préfet de l'Isère contre Préfet du Loiret, assistance aux tuberculeux (24 octobre-16 décembre 1949). Maire de Chartres contre Berthier, consolidation d'immeuble menaçant ruine (6 décembre-16 décembre 1949). Maire de Chartres contre Cheneau, consolidation d'immeuble (6-16 décembre 1949). Maire de Chartres contre héritiers Frenet, démolition d'immeuble menaçant ruine (6 décembre-16 décembre 1949). Maire de Chartres contre Lenoble, démolition d'immeuble menaçant ruine (6 décembre-16 décembre 1949). Hébert contre Commune de Senonches (Eure-et-Loir), surveillance du service des eaux (21-29 avril 1949). Nadaud contre Reconstruction et Urbanisme, occupation temporaire de terrains à Beaugency (22 mars 1948-27 janvier 1950). Salmon contre Ponts et Chaussées, accident causé par une goudronneuse (22 mars 1949-27 janvier 1950). Ageny contre Préfet du Cher, allocations familiales agricoles (30 novembre 1949-27 janvier 1950). Martineau contre Administration des Domaines et Commune de Couffy (Loir-et-Cher), valeur de bois de futaie (24 janvier 1950).

1949-1950

200 W 45599 - Ferry contre Commune d'Ouzouer-des-Champs, non réintégration dans ses fonctions de secrétaire de mairie (16 novembre 1948-3 mars 1949). Maire de Chartres contre Plumard, consolidation d'un immeuble (8 février-3 mars 1950). Maire de Chartres Docteur de Foumestreaux, consolidation d'un immeuble (19 janvier-3 mars 1950). Poulain et consorts contre Société "Campenon-Bernard" dommages subis à deux immeubles (21 juillet 1947-14 mars 1950). Gerray contre Ville d'Orléans et Société Campenon-Bernard, dommages à un immeuble (1^{er} décembre 1947-14 mars 1950). Société des Pompes funèbres générales contre Ville de Montargis, charges extra-contractuelles (9 novembre 1945-17 mars 1950). Compagnie des Eaux et de l'Ozone et Société Eau et Assainissement contre Ville d'Orléans, travaux de distribution d'eau (1^{er} juin 1948-17 mars 1950). Préfet du Loir-et-Cher contre Bruandet, avaries à une barrière de passage à niveau à Chissay-en-Touraine (23 mars-28 mars 1950). Préfet du Loir-et-Cher contre Deuson, avaries à une barrière de passage à niveau à Pezou (23 mars-28 mars 1950). Préfet du Loir-et-Cher contre Garand, avaries à une barrière de passage à niveau à Langon (23-28 mars 1950). Préfet du Loir-et-Cher contre Gibert, avaries à une barrière de passage à niveau à Langon (23-28 mars 1950).

1945-1950

200 W 45600 - Préfet du Loiret contre Gauthier, avaries à une barrière de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson (28 juin 1944-31 mars 1950). Maire de la Chapelle d'Angillon (Cher) contre Biguet, démolition d'immeuble menaçant ruine (10-31 mars 1950). Maire de Chartres contre Ferrand et Henry-Fourriel, consolidation ou démolition partielle d'un immeuble (11-31 mars 1950). Maire d'Orléans contre Bouin, démolition d'un immeuble menaçant ruine (20-31 mars 1950). Maire de Chartres contre Derrez, consolidation d'immeuble menaçant ruine (23-31 mars 1950). Union professionnelle de l'Enseignement libre du diocèse de Chartres contre Ville de Chartres, immeuble du grand séminaire (31 juillet 1947-12 mai 1950). Gernez, Houssin, Coudray contre Ville de Chartres, détérioration aux immeubles (26 janvier 1948-12 mai 1950). Picard contre Ville de Chartres, détérioration à un immeuble (11 février 1948-12 mai 1950). Jouteau contre Société Chimique et Routière de la Gironde, non éclairage de panneaux de signalisation de chantier (20 janvier-12 mai 1950). Maire de Chartres contre Balavoine, consolidation d'un immeuble menaçant ruine (27 mars-12 mai 1950). Maire de Chartres contre Besnard, consolidation d'un immeuble menaçant ruine (3 avril-12

mai 1950). Maire de Chartres contre Chedeville, consolidation d'immeuble menaçant ruine (6 avril-12 mai 1950). Maire de Chartres Muhlethaler, consolidation ou démolition partielle d'un immeuble (6 avril-12 mai 1950). Bernier-Maubert contre Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, désordre à un immeuble (8 avril-12 mai 1950). Ville d'Orléans contre Laville, Paillard et consorts, Durin, Société des Mines de Bitume et d'Asphalte du Centre, Société des Anciens Établissement Briard, pour réfection d'une chape au Collège moderne de jeunes filles (20 février 1948-26 mai 1950).

1944-1950

200 W 45601 - Préfet du Loiret contre Dauthy, le tourneur Hugon et la Société nationale des chemins de fer, avaries à une barrière de passage à niveau à Châlette (14 septembre 1949-26 mai 1950). Mercier contre préfet de Loir-et-Cher, dégrèvement d'une taxe de curage (1^{er} mars-26 mai 1950). Daluzeau-Dahu contre syndicat du Val de Cher, dégrèvement d'une taxe syndicale (27 mars-30 mai 1950). Commune de Meung-sur-Loire contre société Granit-Carl, école de filles (7 novembre 1949-2 juin 1950). Hospice de Montargis contre entreprises générales de travaux publics et Mézil, pavillon de chirurgie de l'hôpital (10-13 juin 1950). Vollet contre ville d'Orléans et entreprise Campenon-Bernard, dégâts à un immeuble (5 août 1947-23 juin 1950). Boulard contre ville d'Orléans et entreprise Campenon-Bernard, dégâts à un immeuble (17 octobre 1947-23 juin 1950). Société Bel contre contributions indirectes (8 janvier 1948-23 juin 1950). Borderel et Robert contre ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, travaux de ferronnerie d'art à un immeuble (4 juillet 1949-23 juin 1950). Petit contre Pont et Chaussées, voiture accidentée par camion de l'administration (28 mars-23 juin 1950). Préfet de Loir-et-Cher contre Ravoire, avaries à une barrière de passage à niveau à Chissay-en-Touraine (15 mai-11 juillet 1950). Levacher contre Ducarroir, entrepreneur de travaux publics, dégâts à une voiture par des pavés de la chaussée (20 janvier-13 juillet 1950). Bergeron contre Département du Loiret, dégâts à une voiture du fait du goudronnage de la route (7 avril-13 juillet 1950). Maire de Chartres contre Ducouso, consolidation et démolition partielle d'un immeuble (5-13 juillet 1950). Maire de Chartres contre Mahé, démolition partielle d'un immeuble menaçant ruine (5-13 juillet 1950). Maire de Chartres contre Millon, démolition d'un immeuble menaçant ruine (5-13 juillet 1950). Société "Le Cuire gommé" contre contributions indirectes, taxe sur le chiffre d'affaires (11 avril 1949-5 septembre 1950).

1947-1950

204 W 45939 - Société "Union de services publics" contre société Leiseing et ville de Bourges (Cher), état et fonctionnement d'une usine d'incinération d'ordures ménagères (22 août 1949-20 octobre 1950) ; Bertz contre ville d'Orléans, dommages causés à sa voiture par une benne de nettoyage (22 décembre 1949-20 octobre 1950) ; Haguet contre commune de Lanthenay (Loir-et-Cher), travaux à l'école communale de garçons (25 mai-20 octobre 1950) ; Robin contre commune de Mur-de-Sologne (Loir-et-Cher), peinture d'une grille en fer (22 juin-20 octobre 1950) ; Théodule contre sécurité sociale agricole, décharge de cotisations arriérées (5 juillet-20 octobre 1950) ; bureau de bienfaisance de Châteaudun (Eure-et-Loir), rachat par les consorts Mérillon-Dubois-Renvoisé d'une rente perpétuelle (25 juillet-20 octobre 1950) ; Dabout contre Ponts et chaussées, accident causé par une automobile de l'administration (27 juillet 1949-3 novembre 1950) ; Matignon contre syndicat de l'Essonne, taxe de faucardement (26 août-3 novembre 1950) ; Fontaine contre commune de Fains-la-Folie (Eure-et-Loir), paiement d'une fourniture de pierre (28 août-3 novembre 1950) ; préfet du Loiret contre société Socony-Vacuum-Française, avaries au pont d'Ouzouer-sur-Trézée sur le canal de Briare (27 juillet-14 novembre 1950) ; préfet du Loiret contre Joffroy, avarie à un poteau d'une barrière d'entrée de la maison de garde de navigation, canal de Briare à Ouzouer-sur-Trézée (3 août-14 novembre 1950) ; maire d'Orléans contre Dezeros, cage d'escalier menaçant ruine (16 octobre-14 novembre 1950) ; compagnie d'assurances "La Providence" contre ville de Briare, accident d'automobile causé par la présence de glace sur la voie (24 septembre 1949-1^{er} décembre 1950) ; De Bengy contre ministère de la Défense Nationale, dommages causés à sa ferme résultant de la proximité d'un polygone (13 juillet-1^{er} décembre 1950) ; préfet du Loiret contre Perrin, avaries à une barrière de passage à niveau (30

octobre-1^{er} décembre 1950) ; maire de Saint-Jean-de-Braye contre Méret, démolition d'un immeuble menaçant ruine (17 novembre-1^{er} décembre 1950) ; Marquet et Rateau contre Département du Loiret, ville de Briare et Ponts et chaussées, dommages à un immeuble (20 septembre-15 décembre 1950) ; Auvray, autorisation de plaider au lieu et place de la commune de Saint-Avit-les-Guespières (Eure-et-Loir, 31 octobre-15 décembre 1950) ; Gadbin contre contributions indirectes (13 avril-22 décembre 1950) ; société Rousseau et fils contre commune de Torteron (Cher), contribution des patentes (13 octobre-22 décembre 1950).

1949-1950

204 W 45940 - Entreprise Raguet contre Travaux publics et Ponts et chaussées, aménagement de la prise d'eau et du barrage des Lorrains (Cher, 9 mars 1949-16 janvier 1951) ; commune de Cyron (Cher), opérations électorales (5-16 janvier 1951) ; société "La Sologne" contre commune de Romorantin (Loir-et-Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (30 décembre 1949-23 janvier 1951) ; société "La Sologne" contre commune de Mer (Loir-et-Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (30 décembre 1949-23 janvier 1951) ; société "La Sologne" contre commune de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (30 décembre 1949-23 janvier 1951) ; société "La Sologne" contre commune de Saint-Amand (Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (30 décembre 1949-23 janvier 1951) ; Gardon contre la SNCF, occupation temporaire d'une ballastière à Saint-Père-sur-Loire (2 décembre 1948-26 janvier 1951) ; société "Criton et Vagne" contre contributions indirectes (4 février 1950-26 janvier 1951) ; Pochon contre ville d'Orléans, taxe de raccordement à l'égoût (18 juillet 1950-26 janvier 1951) ; Gourdin-Thalamy contre contributions indirectes (28 août 1950-26 janvier 1951) ; maire d'Orléans contre Rossignol, démolition d'un immeuble menaçant ruine (15-26 janvier 1951) ; Bellier contre ville de Toury (Eure-et-Loir), accident d'automobile causé par des pavés (23 mai 1950-9 février 1951) ; Marmasse contre hôpitaux et hospices de Blois et préfet de Loir-et-Cher, retrait de fonctions (3 août 1950-9 février 1951) ; préfet du Loiret contre Gaudemer, avaries à une barrière de passage à niveau à Puisseaux (24 janvier-20 février 1951) ; David contre préfet d'Eure-et-Loir, révocation de médecin (25 avril 1950-23 février 1951) ; Espinas-Dumoulin contre sécurité sociale agricole, allocations familiales (22 décembre 1950-23 février 1951) ; Germain contre ville de Montargis, collision entre automobile et fourgon du service incendie (9 septembre 1950-27 février 1951).

1948-1951

204 W 45941 - Lecan contre commune de Saint-Denis-en-Val, couverture de l'église (10 août 1948-9 mars 1951) ; syndicat des agriculteurs de Loir-et-Cher contre contributions indirectes, taxes sur les transactions et locales (7 avril 1950-9 mars 1951) ; Aulet-Piquet contre administration des Finances, opposition à vente sur saisie (26 janvier-9 mars 1951) ; maire de Nogent-le-Rotrou contre Choissard-Luthon et Rocton, démolition d'un immeuble menaçant ruine (28 décembre 1950-13 mars 1951) ; Bourguignon-Chassine contre Ponts et chaussées, abattage d'un arbre (27 février 1950-20 mars 1951) ; Soulard contre contributions directes, taxes sur les transactions (13 juillet 1950-20 mars 1951) ; coopérative "L'Orléanaise" contre contributions indirectes, taxe à la production (26 octobre 1949-30 mars 1951) ; Besnard contre ville de Chartres (Eure-et-Loir) et compagnie des eaux et l'ozone, dégâts aux caves d'un immeuble (2 avril 1951) ; Lenotre contre ville de Châteaudun (Eure-et-Loir), suppression d'emploi (10 octobre 1950-13 avril 1951) ; Martin et assurances "La Minerve" contre ville de Blois (Loir-et-Cher), incendie d'un matériel de bal parquet (27 janvier-13 avril 1951) ; Gau contre ville de Chartres (Eure-et-Loir), désordres à son immeuble (3 mars 1949-20 avril 1951) ; société Paris frères contre contributions indirectes, taxe sur les transactions (14 janvier 1950-20 avril 1951) ; David contre préfet de l'Eure-et-Loir, révocation de médecin (20 janvier-24 avril 1951) ; Marneur contre préfet de l'Eure-et-Loir, convocation devant le conseil de discipline (21 octobre 1950-27 avril 1951) ; Doucet contre ville d'Orléans, taxe de raccordement à l'égoût (27 octobre 1950-27 avril 1951) ;

SNCF et Dauvergne contre hôpital-hospice de Montargis, accident par suite d'une piqûre (31 janvier-27 avril 1951).

1948-1951

204 W 45942 - Levenzonas contre ville d'Orléans et société Camenon-Bernard, dommages subis par un immeuble (26 novembre 1947-2 mai 1951) ; Thibaudat contre ville d'Orléans et société Camenon-Bernard, dommages subis par un immeuble (1er décembre 1947-2 mai 1951) ; Durand contre ville d'Orléans et société Camenon-Bernard, dommages subis par un immeuble (1er décembre 1947-2 mai 1951) ; préfet du Cher contre Chamailard et Bichet, avaries à une barrière de passage à niveau à Bengy (5 février-22 mai 1951) ; ville de Sancerre (Cher) contre ministère de la Défense Nationale, construction d'une caserne de gardes républicains mobiles (1er juillet 1949-29 mai 1951) ; préfet du Loiret contre Ledoux, excès de vitesse sur le canal du Loing à Cepoy (24-29 mai 1951) ; société Bruno contre commune de Marsainvilliers, construction de l'école (9 décembre 1950-8 juin 1951) ; Simon-Jacquelin contre ministère de la Santé et de la Population, incendie d'un immeuble (23 avril-8 juin 1951) ; assurances "La Nationale risques divers" contre ville de Bourges (Cher), accident d'automobile (10 mars-22 juin 1951) ; Landeroir contre contributions indirectes (29 mars-3 juillet 1951) ; Avent-Thomas contre PTT, réintégration dans son emploi (20 avril-3 juillet 1951) ; SNCF contre Lemoine et Houette, avaries à une barrière de passage à niveau à Montrichard (Loir-et-Cher, 8 juin-6 juillet 1951) ; préfet du Cher contre Goarin, entrave à la navigation sur le canal latéral à la Loire à l'écluse de Barnay (Cher, 11 avril-20 juillet 1951) ; Cornier contre commune de Vallenoy (Cher), élection du maire (17-21 août 1951) ; société Lebreton et fils contre contributions indirectes (21 mai-28 septembre 1951).

1947-1951

204 W 45943 - Électricité de France contre contributions indirectes (23 juin 1947-16 octobre 1951) ; Andrieux contre contributions indirectes, taxes sur les transactions (26 mai 1950-19 octobre 1951) ; Sarlat-Belot contre ville d'Orléans, collision entre voiture-automobile et benne de nettoyage (27 décembre 1950-19 octobre 1951) ; commune de Saint-Jean-le-Blanc contre Coursimault de la Rochefordière, Dalle-Véra et Fauchoux, construction de bâtiments de l'école (1er février-19 octobre 1951) ; Lemoine, Biaunie et Courvalin contre Ponts et chaussées de Loir-et-Cher, accident d'automobile par suite de l'enneigement de la route (16 mai-19 octobre 1951) ; préfet de Loir-et-Cher contre Lafond, avaries à une barrière de passage à niveau à Pezou (5 mars-2 novembre 1951) ; Colombe contre contributions indirectes (21 mai-2 novembre 1951) ; Marneur contre préfet d'Eure-et-Loir et hôpital de Dreux, révocation de directeur de l'hôpital (21 mai-2 novembre 1951) ; préfet du Loiret contre Souquières, avaries à une barrière de passage à niveau à Châlette (30 juin-2 novembre 1951) ; Leseurre contre association foncière de Desmots, dégrèvement de contributions (6 juillet-6 novembre 1951) ; préfet du Cher contre société chimique de la route, avaries au pont-bascule de la gare de Chéry-Lury (4 octobre-6 novembre 1951) ; préfet du Loiret contre Cachon, avaries à une clôture du passage à niveau de Châlette (16 octobre-6 novembre 1951) ; Guisle-Goulet contre police, décès du mari (31 août-9 novembre 1951) ; maire d'Orléans contre Plisson-Dulac, démolition d'un immeuble menaçant ruine (12 septembre-9 novembre 1951) ; Cherouvrier contre contributions indirectes (22 juin 1950-23 novembre 1951) ; préfet du Loiret contre Abraham, avaries à une barrière de passage à niveau à Artenay (18 décembre 1950-23 novembre 1951) ; Perrin contre Ponts et chaussées, accident d'automobile sur chaussée goudronnée (21 décembre 1950-23 novembre 1951) ; Mondain contre ville de Vierzon et pompes funèbres générales, nullité de certains articles du traité de concession (30 avril-23 novembre 1951) ; Mandard contre contributions indirectes, taxes à la production (28 juillet-23 novembre 1951) ; société d'entreprise du Centre contre ville de Blois, Ballard, Lecote et Ponts et chaussées, états d'immeubles (26-28 novembre 1951).

1947-1951

Dossiers des procédures

204 W 45944 - Laveau contre ministère des PTT, collision entre deux camions automobiles et un camion des PTT (24 mai-7 décembre 1951) ; Clayette contre ville d'Orléans et entreprises Campenon, dommages à un immeuble (26 novembre 1947-7 décembre 1951) ; Électricité de France contre contributions indirectes, taxes à la production (29 décembre 1947-7 décembre 1951) ; préfet de l'Eure-et-Loir contre société Fillette et Camus, avaries à une barrière de passage à niveau à Aunay-sur-Auneau (13 octobre-14 décembre 1951) ; préfet du Loiret contre Bercovitz, avaries aux barrières de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson (2 novembre-14 décembre 1951) ; Chauveau contre contributions indirectes (20 juillet-21 décembre 1951) ; Bruno contre Ponts et Chaussées, collision entre automobile et camion (19 septembre-21 décembre 1951) ; Bouvard contre contributions indirectes (16 octobre-21 décembre 1951) ; maire de Messas contre Darne, Leguay, Antony, démolition d'un bâtiment menaçant ruine (26 novembre-21 décembre 1951) ; préfet du Cher contre Villaudy, avaries à une barrière de passage à niveau à Bourges (2 janvier 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Toutain, démolition d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Biou, démolition d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Caude, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Hervion, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Lefebvre et Fiant-Husson, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Portier, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-18 janvier 1952) ; préfet du Loiret contre société orléanaise de matériaux, occupation sans autorisation du domaine public fluvial (10 octobre 1951-22 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Jour, consolidation ou démolition d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-22 janvier 1952) ; maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Richer, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-22 janvier 1952).

1947-1952

204 W 45945 - Ferrand contre maire de Blois et préfet de Loir-et-Cher, révocation d'agent de police (1^{er} juin 1951-1^{er} février 1952) ; préfet du Cher contre Lebas, avaries à une barrière de passage à niveau (27 août 1951-1^{er} février 1952) ; Druet contre ville de Bourges, accident d'automobile (23 octobre 1951-1^{er} février 1952) ; Chautard contre ministère de la Santé publique et de la Population et direction départementale de la population de Loir-et-Cher, suppression d'emploi de directrice (30 octobre 1951-1^{er} février 1952) ; Constant-Martin contre Ponts et Chaussées, collision d'automobiles (13 novembre 1951-1^{er} février 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Vendôme (Loir-et-Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (30 décembre 1949-15 février 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Montargis, indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-15 février 1952) ; préfet du Loiret contre Domogalski, avaries à une barrière de passage à niveau à Arrabloy (8 septembre 1950-15 février 1952) ; Vallot-Vernon contre syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable de la région de Nérondes (Cher), travaux d'adduction d'eau (11 juillet 1951-15 février 1952) ; préfet du Loiret contre Mullier, avaries à une barrière de passage à niveau à Cepoy (25 janvier-19 février 1952) ; Gougeon contre commune de Bailleau l'Évêque (Eure-et-Loir), révocation de secrétaire de mairie (3 août 1951-22 février 1952) ; société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre ville d'Orléans et Électricité de France, indemnités pour charges extracontractuelles (6 mai 1946-4 mars 1952) ; société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Cepoy, indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-4 mars 1952) ; société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Châlette, indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-4 mars 1952) ; société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Saint-Jean-le-Blanc, indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-4 mars 1952) ; société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-4 mars 1952) ;

société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Saran, indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-4 mars 1952) ; Fabre contre syndicat intercommunal d'assainissement du bassin de la Bezonde à Ladon, dégrèvement d'une taxe de curage (3 juillet 1950-4 mars 1952).

1946-1952

204 W 45946 - Compagnie Continentale de gaz contre commune de Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (5 juin 1946-14 mars 1952) ; Compagnie Continentale de gaz contre commune de Saint-Lubin-des-Jonchèrets (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (5 juin 1946-14 mars 1952) ; Fzezy-Ménager contre commune de Châtillon-Coligny (Loiret), non exécution d'un arrêté (17 avril 1950-14 mars 1952) ; Bizette contre Préfet du Loiret, ouverture de concours pour poste de médecin (14 novembre 1951-14 mars 1952) ; Boscher contre commune de Serville (Eure-et-Loir), réfection de la couverture du clocher de l'église (28 décembre 1951-14 mars 1952) ; Société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune d'Olivet, indemnité pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-18 mars 1952) ; Société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-18 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune d'Amilly (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Cepoy (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Châlette (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Fleury-les-Aubrais (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Saint-Jean-le-Blanc (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-25 mars 1952) ; Société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage contre ville de Montargis (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (6 mai 1946-28 mars 1952) ; Société des eaux et de l'éclairage contre commune d'Amilly (Loiret), indemnité pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-28 mars 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Saint-Aubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-28 mars 1952) ; Bruant Lépine, Piédon Lépine, Lépine, Rocherieux contre commune d'Olivet et Société Quille, travaux de recalibrage du Loiret (6 juillet 1950-28 mars 1952) ; Gaboreau contre SNCF et Ponts-et-Chaussées, accident survenu à un camion automobile au passage d'un pont (5 décembre 1951-28 mars 1952).

1946-1952

204 W 45947 - Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage contre ville de Blois (Loir-et-Cher) et Électricité de France, indemnités pour charges extracontractuelles (4 mai 1946-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Châtillon-Coligny (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Beaugency (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France commune de Briare (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Courtenay (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité contre commune de Gien (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Malesherbes (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Meung-sur-Loire (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et

Électricité de France contre commune de Bonneval (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Brou (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Chateaudun (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Lèves (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Lucé (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Luisant (Eure-et-Loir), indemnités de charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Maintenon (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Mainvilliers (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-4 avril 1952) ; société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage contre commune de Fleury-les-Aubrais (Loiret), indemnités pour charges extracontractuelles (7 mai 1946-22 avril 1952). Dupuy contre commune de Saint-Symphorien (Cher) et Maindault travaux de construction de cimetière communal (15 novembre 1950-2 mai 1952) ; Chabrut contre Ponts-et-Chaussées, dégâts à voiture automobile causés par camion de l'administration (7 février-2 mai 1952) ; Casanova contre Direction départementale de la Population, concours pour un poste de directeur-économiste à l'hôpital-hospice de Sully-sur-Loire (Loiret, 15 février-2 mai 1952).

1946-1952

204 W 45948 - Saunier contre Contributions Indirectes (12 juillet 1951-9 mai 1952) ; Robert-Gentil contre Ponts-et-Chaussées, désordres à son immeuble (20 juillet 1951-9 mai 1952) ; Lavier contre Centre Hospitalier de Dreux (Eure-et-Loir, 29 novembre 1951-9 mai 1952) ; Maire de Vendôme (Loiret-et-Cher) contre Callaud-Boudet, réparation d'une maison menaçant ruine (10 avril-9 mai 1952). Matignon contre Préfet du Loiret, désarmement d'un déversoir (29 mai 1951-16 mai 1952) ; Paulmier contre commune de Bailleau-le-Pin (Eure-et-Loir), dégâts à une voiture et une remorque par suite de la chute de tuiles (17 mars-16 mai 1952) ; Mastoulis contre ville de Montargis (Loiret), accident d'automobile (18 décembre 1951-23 mai 1952). Société de Chédeville contre commune de Fontaine-la-Guyon (Eure-et-Loir), travaux de couverture (4 janvier-13 juin 1952) ; Dutoit contre Ponts-et-Chaussées, dégâts à sa voiture automobile lors du rechargement d'une route (26 mars-13 juin 1952) ; Flamencourt contre Contributions Indirectes (10 avril-13 juin 1952). Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage contre ville de Vendôme (Loiret-et-Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (6 mai 1946-17 juin 1952) ; Société Lyonnaise des Eaux et de l'Éclairage contre commune de Saint-Jean-de-Braye (Loiret, 7 mai 1946-17 juin 1952). Gaz de France et Électricité de France contre commune de Saint-Jean-de-Braye, indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-17 juin 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre commune de Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-17 avril 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Chartres (Eure-et-Loir), indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-17 juin 1952) ; Préfet du Loiret-et-Cher contre Bodin, avaries à une barrière de passage à niveau à Pezou (9 avril-17 juin 1952).

1946-1952

204 W 45949 - Demaison contre Électricité de France, Société Ducarroir et commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), dégâts causés à un camion au passage d'une tranchée (11 janvier-24 juin 1952) ; Union départementale des Coopératives de céréales du Cher contre Contributions Indirectes, taxe sur les transactions (4 septembre 1951-27 juin 1952). Bruant contre Préfet du Loiret, taxe pour frais de remembrement (26 janvier-27 juin 1952) ; Société Vallet et Gibbard contre

Établissements Auchère et Compagnie "Le Patrimoine", dérapage d'un camion sur sol gras (24 mars-27 juin 1952). Legrand contre Hôpital de Romorantin (Loir-et-Cher) contestation relative à ses fonctions (17 avril-27 juin 1952) ; Melot contre Ponts-et-Chaussées, abattage de 2 vaches blessées par un camion citerne à goudron (2 mai-27 juin 1952) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Pithiviers, indemnité pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-30 juin 1952). Maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Beauvais, restauration d'un immeuble menaçant ruine (11 décembre 1951-30 juin 1952) ; Geffroy-Isambert contre commune de Landelles (Eure-et-Loir, 7 juillet-9 juillet 1952). Beucher contre Ponts-et-Chaussées, accident d'automobile (10 mai-11 juillet 1952). Préfet du Cher contre Moreau, avaries à une barrière de passage à niveau à Venesmes (Cher, 4-11 juillet 1952).

1949-1952

204 W 45950 - Société des entreprises Ossude et Blanc contre Contributions Indirectes (15 octobre 1948-14 octobre 1952) ; Ville de Montargis contre société des mines de bitume et d'asphalte du centre et Piat, travaux au collège de jeunes filles à Montargis (Loiret, 15 octobre 1952) ; Coopérative agricole de stockage et de vente de céréales des agriculteurs du Loiret contre Contributions Indirectes, taxe sur les transactions (25 mai 1949-24 octobre 1952). Baram-Piétri contre Direction départementale de la Santé, fonction de médecin (19 avril-24 octobre 1952) ; société de distributions régionales d'Énergie contre Ville de Bourges (Cher), indemnités pour charges extracontractuelles (31 décembre 1949-28 octobre 1952) ; Lepelley contre Contributions Indirectes (18 août 1949-7 novembre 1952). Bedjijian contre Ponts-et-Chaussées, accident d'automobile causé par la chute d'un arbre (3 mai-7 novembre 1952) ; société Pagot contre Contributions Indirectes (29 août-7 novembre 1952) ; Préfet du Cher contre Rigaud, avaries à une barrière de passage à niveau à Foëcy (Cher, 22 octobre-14 novembre 1952) ; Lépine contre syndicat de la Rivière du Loiret à Olivet, dégrèvement de taxes (7 août 1951-18 novembre 1952). Rey contre Office départemental des Habitations à bon marché du Cher, travaux de construction de logements (16 février-18 novembre 1952) ; Rey contre Office public d'Habitations à bon marché du Cher, travaux de construction de logements (29 février-18 novembre 1952) ; société Centre Avicole de "Haut-le-Coq" contre Contributions Indirectes (23 avril-18 novembre 1952). Ekstein contre Contributions Indirectes (24 avril-18 novembre 1952) ; Société Agricole de Regard contre département du Loiret, raccordement d'une ligne électrique, (25 juin-18 novembre 1952) ; Maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Frenet-Marie, démolition d'un immeuble menaçant ruine (9 septembre-18 novembre 1952) ; Préfet du Loiret contre Levesque, établissements classés (27 octobre-18 novembre 1952). Société Philidor contre Ministère de l'Agriculture, travaux de plomberie (20 novembre 1951-20 novembre 1952) ; Bourgeois-Bain contre ville de Mer (Loir-et-Cher), dégâts subis par un immeuble (2 avril-20 novembre 1952) ; De Layre contre département d'Eure-et-Loir, accident à un camion automobile au passage d'un pont (8 avril-20 novembre 1952). Fauchoux et Breton contre Association Syndicale de Reconstruction et de remembrement d'Orléans (Loiret) et Entreprise Mandleur et Dolbeau, état de la toiture d'un immeuble (27 décembre 1952).

1948-1952

204 W 45951 - Gaz de France et Électricité de France contre ville de Bourges (Cher), indemnité pour charges extracontractuelles (2 janvier 1950-6 janvier 1953) ; Gaz de France et Électricité de France contre ville de Vierzon (Cher), indemnité pour charges extracontractuelles (2 janvier 1950-6 janvier 1953). Caillet contre Contributions Indirectes (19 mai 1950-16 janvier 1953) ; Fauchoux contre Association Syndicale de Remembrement et de Reconstruction d'Orléans, abandon d'un chantier (26 juillet 1951-16 janvier 1953), Cadenat contre Ponts-et-Chaussées, collision entre camion et goudronneuse (15 octobre 1951-16 janvier 1953). Maire Chartres (Eure-et-Loir) contre Deltheil, démolition d'un immeuble menaçant ruine (27 mai 1949-1953) ; Houssard contre entreprise Larrailly et Bichelois et Assurances Rhin et Moselle, accident d'automobile dû à l'insuffisance de signalisation de travaux routiers (16 février 1952-23 janvier 1953). Maire de Mehun-sur-Yèvre (Cher) contre Augier-Mingasson, Augier, Durand-Augier, démolition d'un immeuble menaçant ruine (20 décembre 1952-23 janvier 1953) ; Testa contre Ponts-et-Chaussées, accident d'automobile survenu sur une

chaussée en déclivité (17 juillet 1952-30 janvier 1953) ; Sguaita-Matti contre commune de Saint-Viâtre (Loir-et-Cher), licenciement comme secrétaire de mairie (22 octobre 1952-30 janvier 1953).

1949-1953

204 W 45952 - Préfet du Loiret contre Bloom, avaries à une barrière de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson (Loiret) (10 janvier-10 février 1953) ; Vatus Marcel et Vatus Roger contre département du Loir-et-Cher, accident mortel survenu à Vatus André et occasionné par un camion des Ponts et chaussées (25 septembre 1952-13 février 1953) ; Électricité de France contre Contributions Indirectes, taxes à la production (11 juillet 1947-17 février 1953) ; Électricité de France contre Contributions Indirectes, taxes à la production (30 janvier 1951-17 février 1953) ; Électricité de France contre Contributions Indirectes, taxes à la production (28 février 1951-17 février 1953) ; Warnet et Assurances "La Mutuelle générale française" contre SNCF, état d'une barrière de passage à niveau endommagée par un autocar (17 février 1953) ; Société "Anciens établissements Mallet-transports Orléanais" contre Contributions Indirectes (17 mars 1952-27 février 1953) ; Préfet du Loiret contre Contencin, avaries à une barrière de passage à niveau à niveau à Boismorand (30 septembre 1952-6 mars 1953) ; Morice contre département de l'Eure-et-Loir, révision d'une pension de retraite (9 octobre 1952-6 mars 1953) ; Mullard contre Contributions Indirectes (24 octobre 1952-6 mars 1953) ; Couvreur contre Direction Régionale de la sécurité sociale, opposition à un commandement (26 janvier-6 mars 1953) ; Électricité de France contre ville de Chartres (Eure-et-Loir), travaux de réfection de deux branchements de gaz (17 mars 1952-10 mars 1953) ; Taridec contre Contributions Indirectes (5 novembre 1952-13 mars 1953) ; Casanova contre Préfet du Cher, contrôleur des lois d'assistance (16 janvier-20 mars 1953) ; Legrand contre Ponts-et-chaussées, dégâts à un immeuble dûs à des infiltrations d'eau (14 novembre 1952-28 avril 1953) ; Préfet du Loiret contre Gagneux, avaries à une barrière de passage à niveau à Châlette-sur-Loing (24 octobre 1952-30 avril 1953).

1947-1953

204 W 45953 - Société Ribayrol contre Contributions Indirectes (12 décembre 1952-4 mai 1953) ; Préfet du Loiret contre Préfet de Seine-et-Marne, fixation du domicile de secours d'un aliéné (23 mars-12 mai 1953) ; Thuet contre Électricité de France, commission rogatoire (16 juin 1953) ; Sureau-Deflou contre association syndicale de drainage de Juranville (Loiret), travaux de drainage de Juranville (Loiret), travaux de drainage (14 avril-23 juin 1953) ; Charpentier contre Préfet d'Eure-et-Loir, frais de remembrement (9 décembre 1952-30 juin 1953) ; Mercier contre Préfet d'Eure-et-Loir, frais de remembrement (24 février-30 juin 1953) ; Électricité de France contre Ponts et chaussées et Fleuriet, accident mortel à un agent de l'EDF à la suite d'une chute de motocyclette (14 novembre 1952-3 juillet 1953) ; Taillot et Faucheux contre commune de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin (Loiret), travaux communaux (15 décembre 1952-3 juillet 1953) ; Établissements Quille contre ville d'Orléans (Loiret), location d'un matériel de pompage (18 décembre 1952-3 juillet 1953) ; Géry contre entreprises Campenon-Bernard, coffrage d'un pont (2 avril 1952-10 juillet 1953) ; Templier contre Lanzeray, société anonyme d'aménagement urbain et rural, dégâts à une camionnette à la suite d'un effondrement de la chaussée (30 octobre 1952-10 juillet 1953) ; Société française de matériel agricole et industriel contre Contributions Indirectes (6 mars-10 juillet 1953) ; Jagerschmidt contre Direction Régionale de la sécurité sociale, allocation vieillesse aux non salariés (18 avril-10 juillet 1953) ; Bollée contre Contributions Indirectes, taxes à la production et sur les transactions (13 janvier 1949-1er septembre 1953) ; Brossard contre département d'Eure-et-Loir, affaissement d'un mur (24 février-1er septembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Saget, avaries à une barrière de passage à niveau à Boiscommun (Loiret) (18 juillet-1er septembre 1953) ; Société "Lloyd Neerlandais" et société "l'Orléanaise" contre commune de Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher), indemnités versées à la suite d'un incendie (24 janvier-29 septembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Mignard, avaries à une barrière de passage à niveau à Cepoy (Loiret) (21 août-30 septembre 1953),

Préfet du Loiret contre Jumel, avaries à une barrière de passage à niveau à Cepoy (Loiret) (21 août-30 septembre 1953).

1949-1953

204 W 45954 - Électricité de France contre syndicat intercommunal du gaz d'Ezy-Anet, évincement de société Fusion de gaz (12 janvier 1948-13 octobre 1953) ; Guilloteau contre Administration des finances, contributions directes (2 mai-16 octobre 1953) ; Jouesny contre Préfet du Cher, suspension de traitement (29 mai-16 octobre 1953) ; Contributions Indirectes contre Sartier (4 juillet-30 octobre 1953) ; Sautel contre Ponts-et-chaussées, collision entre sa camionnette et un camion des Ponts et chaussées (10 juillet-30 octobre 1953) ; Gandon contre SNCF, coccupation temporaire d'une ballastière à Saint-Père-sur-Loire (Loiret) (23 décembre 1950-13 novembre 1953) ; Goussault contre Hospices et ville de Blois (Loir-et-Cher), réparation de préjudice consécutive à des soins (14 janvier 1952-13 novembre 1953) ; Edet contre département de l'Eure-et-Loir, accident d'automobile dû au heurt sur une bouche d'eau (31 mars 1952-13 novembre 1953) ; Maridat contre Contributions Indirectes (30 juin-13 novembre 1953) ; Préfet du Loir-et-Cher contre Lambert-Carliet, avaries à une barrière de passage à niveau à Pezou (26 octobre-13 novembre 1953) ; Commune de Busloup (Loir-et-Cher) contre Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, dégradations aux chemins vicinaux (11 avril 1952-20 novembre 1953) ; Bize contre Société Drouard frères, dégâts à un camion au passage d'une tranchée (25 septembre 1952-20 novembre 1953) ; Meunier contre Contributions Indirectes (18 mars-20 novembre 1953) ; Contributions Indirectes contre Gouillon (1er juin-20 novembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Bedu, clôturage sur la rive d'un cours d'eau navigable (30 décembre 1952-27 novembre 1953) ; Périer contre Contributions Indirectes (29 mai-27 novembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Rousseau, avaries aux barrières du passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson (27 octobre-27 novembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Lechat, avaries à une barrière du passage à niveau à Gien (4 novembre-27 novembre 1953).

1950-1953

204 W 45955 - Bouard contre Contributions Indirectes (5 novembre 1952-4 décembre 1953) ; Cintrat contre Contributions Indirectes (7 mars-4 décembre 1953) ; Beaumont contre commune de Digny (Eure-et-Loir), perte d'un cheval à la suite d'une chute dans un puits (7 mai-4 décembre 1953) ; Contributions Indirectes contre Fergant (23 mai-4 décembre 1953) ; Société Coopérative Agricole d'amendements calcaires de Saint-Jean-Froidmentel (Loir-et-Cher) (13 juin-4 décembre 1953) ; Aubry contre entreprise Renvoisé, heurt de voiture contre un wagonnet de béton (16 septembre-4 décembre 1953) ; Giroudeau contre Ponts et chaussées, heurt de voiture avec camion de l'administration (13 juin-11 décembre 1953) ; Maire d'Orléans contre Bel, consolidation d'un immeuble menaçant ruine (9 octobre-11 décembre 1953) ; Valade contre Préfet du Loiret et ville d'Orléans, nomination d'un professeur (31 mars-18 décembre 1953) ; Préfet du Loiret contre société Houssack, avaries à une lisse du pont de la Rimarde à Yèvre-la-Ville (Loiret) par la chute d'un arbre (10 juin-18 décembre 1953) ; Maire de La Ferté-Saint-Aubin (Loiret) contre Bouchard, démolition d'un immeuble menaçant ruine (30 novembre-18 décembre 1953) ; Clément contre Contributions Indirectes (13 juin 1951-22 décembre 1953) ; Électricité de France contre Baubault, Aubry, ville de Blois (Loir-et-Cher) et Ponts-et-chaussées: accidents dus à des émanations de gaz (24 avril 1950-29 décembre 1953) ; Régien contre commune de Ymerau (Eure-et-Loir), remise en état d'un terrain (14 janvier-29 décembre 1953) ; Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Levet (Cher) contre entreprise de travaux publics Puifferrat, travaux d'adduction d'eau (19 février-29 décembre 1953) ; Hibert contre Maire de Lunery (cher), congé de maladie (19 juin-29 décembre 1953) ; Préfet de Loir-et-Cher contre Gaillard, avaries à une barrière de passage à niveau à Langon (Loir-et-Cher) (11 décembre-29 décembre 1953) ; Préfet du Loiret contre Batisse, installations sur le port public fluvial de Beaugency (Loiret) (14 septembre-31 décembre 1953).

1950-1953

Dossiers des procédures

204 W 45956 - Société Drouard contre commune de Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher), travaux d'adduction d'eau (13 mai 1952-2 février 1954) ; Préfet du Cher contre Grandidier, avaries à une barrière de passage à niveau à Saint-Florent (19 janvier-9 février 1954) ; Briolay contre commune de Cormainville (Eure-et-Loir), installation d'un point d'eau (19 septembre 1953-19 février 1954) ; Saidman contre Direction régionale de la sécurité sociale, allocation vieillesse aux non-salariés et opposition à un commandement (9 décembre 1953-19 février 1954) ; Maire de Chartres (Eure-et-Loir) contre Moulin, démolition d'un immeuble menaçant ruine (28 avril 1948-23 février 1954) ; Préfet d'Eure-et-Loir contre Letheuil avaries à une barrière de passage à niveau à Autheuil (Eure-et-Loir) (24 février-12 mars 1954) ; Joisneau contre Blondel, collision entre deux voitures (18 décembre 1953-16 mars 1954) ; Vatus contre Département du Loir-et-Cher, accident occasionné par un camion des Ponts et chaussées (25 septembre 1952-19 mars 1954) ; Bianchi contre Brou (Eure-et-Loir) aménagement de baraquements en logements (26 janvier 1954-19 mars 1954) ; Commune de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) contre Lebrun, dégâts à des chemins ruraux (30 novembre 1953-19 mars 1954) ; Denis contre Département du Loiret et Département du Loir-et-Cher, accident survenu au cours d'un exercice sportif (21 novembre 1951-2 avril 1954) ; Tissier-Bessine contre Maire de Viabon (Eure-et-Loir), refus de délivrance d'une déclaration d'indigence (22 janvier-2 avril 1954) ; Jouvencel contre Préfet de la Nièvre, valeur locative à l'hectare (20 mars-2 avril 1954) ; Assurances l'Union contre société de transports de récupération industrielle et Assurances "le Continent", incendie d'une meule de lentilles (26 novembre 1953-6 avril 1954).

1948-1954

204 W 45957 - Société Nouvelle Entreprise Patissier contre commune de Serville (Eure-et-Loir), aménagement d'une mare (16 juin 1953-9 avril 1954) ; Malbranche-Lucas contre Hôpital de Montargis (Loiret), maladie contractée en service (25 avril 1953-9 avril 1954) ; Wicht et Vincent contre Contributions Indirectes (18 décembre 1953-9 avril 1954) ; Taupat contre Contributions Indirectes (7 octobre 1953-30 avril 1954) ; Société anonyme des Produits Berthiot contre Contributions Indirectes (23 décembre 1953-30 avril 1954) ; Préfet d'Eure-et-Loir contre Brette, dégâts à l'ancienne halle de la gare de Chartres (Eure-et-Loir) (9 avril-4 mai 1954) ; Briolay contre préfet d'Eure-et-Loir, annulation d'une délibération du Conseil Municipal (16 février-7 mai 1954) ; Guilbert contre Préfet du Loiret, suspension temporaire d'un permis de conduire automobile (3 mars-7 mai 1954) ; Pelletier contre Maire de Puiseaux (Loiret), révocation d'inspecteur de l'abattoir (15 janvier-21 mai 1954) ; Ministère de l'Intérieur contre Grima, réquisition d'une voiture automobile (15 janvier-21 mai 1954).

1953-1954

204 W 45958 - Leret contre Ministère des Travaux Publics de la Reconstruction et du logement, exécution de travaux publics (27 janvier-28 mai 1954) ; Jouesny contre Préfet du Cher, suspension de traitement pendant six mois (4 février-28 mai 1954) ; Berlu-Hyver contre Préfet de Loir-et-Cher, installation d'une scierie à Lamotte-Beuvron (12 mars-28 mai 1954) ; Bezer contre Entreprise Augras-Bignolais, chute dans une tranchée (17 mars 1953-4 juin 1954) ; Boudeau contre Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, demande d'emploi réservé (16 février-4 juin 1954) ; Lloret contre commune de Menetou-Salon (Cher), travaux d'adduction et de distribution d'eau (22 février-4 juin 1954) ; Lemaitre contre commune de Maintenon (Eure-et-Loir), extension du réseau d'adduction d'eau (6 avril-4 juin 1954) ; Ville de Bourges (Cher) contre société foncière de Bourges, accident résultant du mauvais état d'entretien d'une gargouille (22 mai-4 juin 1954).

1953-1954

204 W 45959 - Commune de La Loupe (Eure-et-Loir) contre société Eau et Éclairage, distribution publique du gaz et des eaux (27 mars 1951-25 juin 1954) ; Gougeon contre Secrétariat d'État à la guerre, collision entre une motocyclette et un camion de l'Armée (15 mars-25 juin 1954) ; Marichal

contre Préfet d'Eure-et-Loir, installation d'un dépôt d'os (1er avril-25 juin 1954) ; Jougnaux contre Ponts et chaussées et service de la navigation, rupture d'une digue du canal à Châtillon-sur-Loire (Loiret) (23 octobre 1953-2 juillet 1954).

1951-1954

204 W 45960 - Santerre contre Contributions Indirectes (28 janvier-6 juillet 1954) ; Couat contre Contributions Indirectes (28 janvier-6 juillet 1954) ; Benoit contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) Breton contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) Chateignier contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Devaux contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Dreux contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Malécot contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Nouvellon contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Tourne contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Nicolle contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Société Coullon et Clément contre Contributions Indirectes (9 février-6 juillet 1954) ; Beurienne contre Contributions Indirectes (10 février-6 juillet 1954) ; Thillou contre Contributions Indirectes (13 février-6 juillet 1954) ; Destin contre Contributions Indirectes (13 février-6 juillet 1954) ; Chartier contre Contributions Indirectes (1^{er} mars-6 juillet 1954) ; Lemaire contre Contributions Indirectes (17 mars-6 juillet 1954).

1954

204 W 45961 - Préfet du Loiret contre Fiti, ouverture d'une tranchée à proximité de la levée de la Loire à Sandillon (Loiret) (10 mai-9 juillet 1954) ; Préfet du Loiret contre Schoffner, avaries à une barrière de passage à niveau à Amilly (Loire) (24 juin-9 juillet 1954) ; Dessus contre Association syndicale de remembrement et de reconstruction d'Orléans, travaux de maçonnerie dans un immeuble (12 mai-13 juillet 1954) ; Tropinat contre Administration de la Radio-Diffusion française, droit d'usage des postes récepteurs (8 juin-13 juillet 1954) ; Établissements Rousseau contre Contributions Indirectes (4 mars 1953-16 juillet 1954) ; Contributions Indirectes contre Bernadet (29 avril 1953-16 juillet 1954) ; Nalin contre Administration de l'Enregistrement et des Domaines (11 février-16 février 1954) ; Quisfix contre Préfet d'Eure-et-Loir, occupation temporaire d'un terrain (29 mars-16 juillet 1954) ; Siméon contre commune de Nibelle (Loiret), état d'une voiture accidentée sur un chemin vicinal (20 août-23 août 1954) ; Hardouin contre commune de Feux (Cher), recours à une décision de la Commission Départementale (31 août 1954) ; Foulon-dore contre Ministère des Travaux Publics, des transports et du tourisme : accident d'automobile dû au heurt sur des matériaux en saillie sur la voie publique (3 mai-31 août 1954) ; Thureau-Dangin contre Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme : suppression des barrières d'un passage à niveau (1er juin-31 août 1954) ; Spindler contre Ministre de la Santé publique et de la Population : nomination d'un directeur (23 juin 1953-14 septembre 1954).

1953-1954

204 W 45962 - Guillot contre commune d'Avaray (Loir-et-Cher), recours à une décision de la commission départementale (8 octobre 1954) ; Roussard contre Contributions Indirectes (19 juin 1953-8 octobre 1954) ; Cosson contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre (26 avril-8 octobre 1954) ; Gérard-Collin contre Association foncière de Chissay-en-Touraine (Loir-et-Cher), remembrement (30 juin-8 octobre 1954) ; Forin contre Ministre de la France d'Outre-Mer, contrat d'agent de la régie des chemins de fer d'Outre-Mer (14 août-8 octobre 1954) ; Leroux contre Secrétaire d'État à la guerre, licenciement de fonctions d'ingénieurs adjoint (15 octobre 1954) ; Gillette contre Ministre de l'Intérieur, annulation d'un avancement (15 octobre 1954) ; Rohard contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, rejet de sa demande d'emplois réservés (15 octobre 1954) ; Voisin contre Administration des Contributions Indirectes (8 juillet 1953-15 octobre 1954) ; Préfet du Loiret contre Jorland, avaries à une barrière de passage à niveau à Triguères (8 octobre-19 octobre 1954) ; Lefèvre contre commune de Vernouillet (Eure-et-Loir), travaux de curage d'un puits et dégrèvement de centimes additionnels (12 juillet-22 octobre 1954) ; Syndicat des

Sages-Femmes de la Nièvre contre Ministre du travail et de la sécurité sociale, suspension d'une décision (15 juillet-22 octobre 1954) ; Chougnny contre Préfet du Cher, réglementation des inhumations et exhumations (24 août-22 octobre 1954) ; Ménuge contre Ministère des Travaux Publics, syndicat intercommunal pour l'amélioration et l'assainissement de la vallée d'Yèvre et Société d'entreprises de travaux publics Mourier, effondrement d'un barrage de la rivière d'Yèvre à Vignoux-sur-Barangeon (Cher) (23 mars-29 octobre 1954).

1953-1954

204 W 45963 - Rousseau contre Commission départementale de remembrement, recours contre une décision (6 octobre 1950-12 novembre 1954) Barreau contre Ministère de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale relative au remembrement (2 mars-12 novembre 1954) ; Coudray contre Ministère de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale relative au remembrement (2 mars-12 novembre 1954) ; Lefoyer contre Commission départementale de remembrement, recours contre une décision (19 novembre 1954) ; Préfet du Loiret contre Préfet d'Eure-et-Loir, demande en fixation du domicile de secours de l'aliénée Billard (12 août-23 novembre 1954) ; Fournier contre ville de Montargis (Loiret), établissement de plans et projet d'urbanisme et d'assainissement (13 mars-7 décembre 1954) ; Syndic de la faillite des Entreprises Réunis du Loiret contre commune de Châtillon-Coligny (Loiret), travaux d'adduction d'eau (23 avril-7 décembre 1954) ; Coopérative agricole et maraichère du Val de Jargeau contre Contributions Indirectes (27 juillet-7 décembre 1954) ; Fesneau contre Préfet du Loir-et-Cher, frais de remembrement (28 juillet-7 décembre 1954) ; Nouvellon-Ouzilleau contre Préfet du Loir-et-Cher, frais de remembrement (13 août-7 décembre 1954) ; Biguet contre commune de La Chapelle-d'Anguillon (Cher), déviation d'un chemin vicinal (1er juin-10 décembre 1954) ; Lefaver et Lasseur contre ville de Vierzon, heurt de sa voiture automobile par un camion de la ville (28 août-10 décembre 1954).

1950-1954

204 W 45964 - Société "les Dragues blésoises" contre contributions indirectes, (5 juin-14 décembre 1954) ; Boulemier-Lecointe contre ministre de la Santé publique et de la Population, recours contre décision de la commission centrale d'assistance, (24 décembre 1953-17 décembre 1954) ; Néau contre Contributions Indirectes, (3 mai-17 décembre 1954) ; Bleux contre maire de Chuelles (Loiret), travaux sanitaires et comblement d'une mare, (23 juillet-21 décembre 1954) ; Lemoine contre hôpital-hospice d'Orléans (Loiret), accident survenu lors de l'hospitalisation, (18 janvier-24 décembre 1954) ; Bouis contre ministre de l'Education nationale, sanctions disciplinaires, (27 mars-24 décembre 1954) ; Maire d'Allaines (Eure-et-Loir) contre Chaut, démolition d'un immeuble menaçant ruine, (24 novembre-24 décembre 1954) ; Société Guilbaud contre ville de Paris (Seine), état d'une voiture accidentée, (28 décembre 1954) ; Aufort-Massonnat contre ville d'Orléans (Loiret) et caisse des dépôts et consignations, révision d'une pension de retraite de la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales, (2 octobre 1952-31 décembre 1954) ; Hisquin et Luquet contre Contributions indirectes, (30 juillet 1953-31 décembre 1954) ; Société des laboratoires Méré contre Contributions indirectes, (14 décembre 1953-31 décembre 1954) ; Gondar contre Électricité de France, installation d'une ligne électrique, (13 avril-31 décembre 1954) ; Préfet du Loiret contre Martinet et Métras, avaries à une barrière de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson, (4 novembre-31 décembre 1954) ; Préfet du Loiret contre Laborde, avaries à une barrière de passage à niveau à Corbeilles-en-Gâtinais, (23 novembre-31 décembre 1954) ; Préfet de Loir-et-Cher contre Buret, avaries à une barrière de passage à niveau à Langon, (3-31 décembre 1954) ; Préfet du Loiret contre Terquis et Coeurderoy, avaries à une barrière de passage à niveau à Nogent-sur-Vernisson, (6-31 décembre 1954).

1952-1954

204 W 45965 - Gouget contre département d'Eure-et-Loir, accident d'automobile survenu sur une chaussée glissante, (17 février 1954-7 janvier 1955) ; Sabarros contre Maire et commune de Massay (Cher), (1^{er} mars 1954-7 janvier 1955). Briseux-Bravy et Bravy contre Électricité de France et

Assurances "l'Urbaine et la Seine", décès par électrocution, (4 août 1954-11 janvier 1955) ; Joumat contre commune de Bromeilles (Loiret), recours contre les opérations de remembrement (11 janvier 1955). Lehurgeur contre Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées, refus de démission (14 janvier 1955) ; Guignard contre Maire de Blois (Loir-et-Cher) révocation de gardien au château, (14 janvier 1955). Société anonyme française d'études, de gestion et d'entreprises contre Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, dommages causés à un immeuble par des travaux d'égout, (20 juin 1953-14 janvier 1955) ; Trey contre Ministère de l'Éducation Nationale, mutation de sa femme institutrice durant l'occupation, (11 décembre 1954-14 janvier 1955). Schmidt contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, refus de titre de déporté résistant, (6 août 1954-18 janvier 1955) ; Leroux-Leroux contre Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la commission départementale de remembrement, (21 janvier 1955) ; Lemaire contre Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la commission départementale de remembrement (21 janvier 1955). Gillard contre Ministre de l'Éducation Nationale, préjudices subis par certains fonctionnaires victimes de la guerre, (25 février 1954-21 janvier 1955) ; Callault-Boudet contre Contributions Indirectes, (2 mai 1953-25 janvier 1955).

1953-1955

204 W 45966 - Desplat contre Secrétariat d'Etat à l'Air, collision avec un camion militaire (4 février 1955) ; Joly-Pilleboue contre commune de Villerbon (Loir-et-Cher), recours contre une décision de la Commission départementale (4 février 1955) ; Hibert contre Maire et Commune de Lunery (Cher), réintégration dans ses fonctions de secrétaire de mairie, (2 avril 1954-4 février 1955) ; Beaufort contre société des Grands Travaux de l'Est, accident survenu au passage d'un trottoir provisoire (19 juillet 1954-4 février 1955). Maupetit contre département d'Eure-et-Loir, chute de motocyclette sur une route départementale en réfection (20 octobre 1954-4 février 1955) ; Vidal contre Administration des Finances et syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Bouilly-en-Gâtinais et Bouzonville-aux-Bois, travaux d'adduction d'eau (14 avril 1954-8 février 1955). *La Liberté du Perche* contre Commissaire de la République de la Région d'Orléans, réquisition d'une linotype de l'imprimerie du journal le Nogentais (11 février 1955) ; Hénault contre Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale (11 février 1955) ; Cérou contre Contributions Indirectes (23 décembre 1953-11 février 1955) ; Pennet contre Électricité et Gaz de France, intoxication provoquée par le gaz (4 janvier 1954-11 février 1955). Gautier contre Ministère de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale (2 mars 1954-11 février 1955) ; Laurent et Garnier-Ducos contre Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, collision survenue entre une automobile et une goudronneuse (17 mai 1954-18 février 1955).

1953-1955

204 W 45967 - Petitpas contre Ministre de la Reconstruction et du Logement et Ministre de l'Intérieur, reconstruction et aménagement de la Commune de Fleury-les-Aubrais, (4 mars 1955) ; Grenier contre Contributions Indirectes, (2 juin 1953-4 mars 1955). Bionda contre Secrétariat d'Etat à la Guerre, construction d'une caserne de gendarmerie à Cloyes (Eure-et-Loir), (23 décembre 1953-4 mars 1955) ; Blot contre commune de Selles-Saint-Denis (Loir-et-Cher), rétrécissement d'un chemin rural non reconnu (23 octobre 1954-4 mars 1955). Espent contre Ministre de l'Intérieur, révocation d'inspecteur principal de police (11 mars 1955) ; Renard contre Ministre de l'Intérieur, révocation d'inspecteur de police (11 mars 1955) ; Lyon contre Ministre de l'Intérieur, dégagement des cadres de la police urbaine, (11 mars 1955). Forestier contre Ministre de l'Intérieur, dégagement des cadres de la police urbaine (11 mars 1955) ; Branger contre Ministre de l'Intérieur, dégagement des cadres de la police urbaine (11 mars 1955).

1953-1955

Dossiers des procédures

204 W 45968 - Marchand contre Caisse d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles du Loir-et-Cher, révocation de contrôleur (25 août 1954-15 mars 1955). Touet contre Ministre des PTT, mise à la retraite d'office (16 janvier 1954-18 mars 1955) ; Foissotte contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, refus du titre d'interné résistant (30 juillet 1954-18 mars 1955) ; Marcy contre Ministre de l'Education Nationale, nomination de trois instituteurs en cours complémentaire (18 mars 1955). Michou contre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, recours contre une décision de la commission départementale de remembrement (18 mars 1955) ; Vincent contre commune d'Arville (Seine-et-Marne) et Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la commission départementale de remembrement (18 mars 1955). Saulnier contre Préfet d'Eure-et-Loir, mandat de vétérinaire sanitaire (20 juillet 1954-25 mars 1955) ; Préfet du Loiret contre Lozack, avaries à une barrière du passage à niveau à Amilly (17 février-29 mars 1955) ; Préfet du Cher contre Bonniaud, avaries à une barrière de passage à niveau à Chéry (18 février-29 mars 1955).

1954-1955

204 W 45969 - Fauchoux contre Association Syndicale de Remembrement et de Reconstruction d'Orléans, résiliation d'un marché (31 octobre 1952-1^{er} avril 1955) ; Maire d'Orléans contre Cocu, démolition d'un immeuble menaçant ruine (14 mars-1^{er} avril 1955). Maire d'Orléans contre Desplanches et Vidal, démolition d'un immeuble menaçant ruine (14 mars-1^{er} avril 1955) ; Maire d'Orléans contre Bedu, consolidation d'un immeuble menaçant ruine (14 mars-1^{er} avril 1955) ; Maire d'Orléans contre Valette, consolidation ou démolition d'un immeuble menaçant ruine (14 mars-1^{er} avril 1955). Charton contre Ministre des Travaux Publics et des Transports, affectation à une nouvelle résidence (16 mars 1954-1^{er} avril 1955) ; Société "Les Manufactures de Glaces et Produits Chimiques de Saint-Gobin", Chauny et Cirey contre Préfet du Loiret, dépôt de nitrate d'ammonium (5 février-1^{er} avril 1955). Hospice de Courtenay (Loiret), mainlevée d'une inscription hypothécaire (11 mars-1^{er} avril 1955) ; Lespot contre Ministre de la Santé Publique et de la Population et Conseil national de l'Ordre des Chirurgiens dentistes, création de cabinet (6 décembre 1954-1^{er} avril 1955).

1952-1955

204 W 45970 - Office municipal d'habitations à loyer modéré contre Entreprise Latapie, travaux de charpente (13 avril 1955) ; Archaux contre Ministre de l'Intérieur, recours contre un arrêté de mise en congé (22 avril 1955) ; Hervé contre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et Ministre des Finances, demande de révision de pension (22 avril 1955). Gangnolle contre commune de Gasville (Eure-et-Loir), recours contre une décision de la Commission départementale (22 avril 1955) ; Saucé contre Ministre de l'Intérieur, réquisition d'un appartement (22 avril 1955) ; Ragon contre Ministre de l'Intérieur, recours contre un arrêté portant mise en demeure de procéder à certains aménagements du cinéma (22 avril 1955). Préfet du Loiret contre Etablissements Marchand-Vasseneix, établissements classés (23 mars 1955-22 avril 1955) ; Syndicat des pharmaciens d'Eure-et-Loir contre Ministre de la Santé publique et de la Population, ouverture d'une officine de pharmacien (29 avril 1955) ; Gaudrat contre Ministre de la Défense Nationale, recours contre une décision de licenciement (2 mars 1954-29 avril 1955). Barrault contre Maire d'Orléans et Boucher, délivrance d'un permis de construire (31 mars 1954-29 avril 1955) ; Casset contre Secrétaire d'État à la Guerre et Ministre des Finances, pensions militaires (26 août 1954-29 avril 1955) ; Société Hacquin contre Contributions Indirectes (9 octobre 1954-29 avril 1955) ; Palky contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, demande d'attribution du titre de déporté-résistant (23 novembre 1954-29 avril 1955). Préfet de Loir-et-Cher contre Lego, avaries à une barrière de passage à niveau à Villefranche-sur-Cher (21 mars-29 avril 1955).

1954-1955

Dossiers des procédures

204 W 45971 - De Rasilly et Pelé contre Ministre de l'Agriculture, décision de la commission départementale de remembrement (6 mai 1955) ; Fouché contre Ministre de l'Agriculture, opérations de remembrement (10 mai 1955) ; Beaudequin contre Ministre de l'Intérieur (10 mai 1955). Lécuyer contre Hospice d'Auxy, honoraires d'architecte (8 janvier 1953-13 mai 1955) ; Tachot contre Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme et Courbarien, occupation temporaire de terrain (2 juin 1953-13 mai 1955). Louvier contre Administration des Finances, frais de faucardement (25 novembre 1954-13 mai 1955) ; Société "Les Chaux Hydrauliques de Senonches" contre Ministère de l'Agriculture, Eaux et Forêts, extraction de marne en forêts (23 décembre 1954-13 mai 1955). Bonnet contre Ministre de la Guerre, révocation d'agent militaire (7 avril 1954-20 mai 1955) ; Loyau contre Electricité de France, accident à une remorque citerne dû aux travaux exécutés sur la chaussée (30 septembre 1954-20 mai 1955). Jallerat contre Maire de Lunery (Cher), interdiction de circulation sur un chemin rural (24 février-20 mai 1955).

1953-1955

204 W 45972 - Préfet du Loiret contre Grillon, mesures de salubrité (9 mai-7 juin 1955) ; Maire de Chartres, démolition d'un immeuble menaçant ruine (27 mai-7 juin 1955) ; Contributions Indirectes contre Zins (30 mars-10 juin 1955). Contributions indirectes contre Dimmer (13 avril-10 juin 1955) ; Contributions indirectes contre Deck (14 avril-10 juin 1955) ; Contributions indirectes contre Degenève (20 avril-10 juin 1955) ; Berger contre Ministre des Finances, révision de pension de retraite (10 juin 1955). Proust contre Ministre de l'Intérieur, dégagement des cadres (10 juin 1955) ; Société Gondard contre Département d'Eure-et-Loir, accident d'automobile dû à la présence de pierres sur la chaussée (12 novembre 1954-17 juin 1955) ; Lecorne contre Préfet d'Eure-et-Loir, refus de paiement de traitement (17 janvier-17 juin 1955). Rouxel contre Contributions Indirectes (9 juillet 1954-24 juin 1955) ; Pelletier contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, carte de déporté résistant (27 décembre 1954-24 juin 1955) ; Leroux contre Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre (8 février-24 juin 1955). Mérigeon contre Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées, accident d'automobile dû à un véhicule américain (19 mars-24 juin 1955) ; Contributions Indirectes contre Columeau-Pradain (2 avril-24 juin 1955). Commune de Gasville (Eure-et-Loir) contre Préfet d'Eure-et-Loir, refus d'autorisation de plaider (5 avril-24 juin 1955).

1954-1955

204 W 45973 - Vincent contre Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale de Remembrement (1^{er} juillet 1955) ; Godart contre Ministre de l'Agriculture, recours contre une décision de la Commission départementale de Remembrement (2 mars 1954-1^{er} juillet 1955). Maire de Sury-aux-Bois (Loiret) contre Asselin, démolition d'un immeuble menaçant ruine (6 juin-1^{er} juillet 1955) ; Peschard contre Commission départementale, opérations de remembrement (8 juillet 1955). Nortier contre Maire et Commune de Bonneval et Préfet d'Eure-et-Loir, réquisition d'un immeuble (7 août 1954-8 juillet 1955) ; Contributions Indirectes contre Massicard-Asselineau (3 novembre 1954-8 juillet 1955). Société Paloise Automobile contre Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées-Air, collision entre une voiture automobile et un camion de la base aérienne de Chartres (Eure-et-Loir, 11 février-8 juillet 1955) ; Mérillon contre Département du Loir-et-Cher et Ponts et Chaussées, perte d'un cheval accidenté par un rouleau gravillonneur (8 mars-8 juillet 1955). Bourgeois contre Département de Loir-et-Cher, accident d'automobile survenu sur le regard d'un caniveau (12 avril-8 juillet 1955) ; Chartrain contre Secrétariat d'État à l'Air, radiation du peloton des élèves officiers de réserve (20 avril-8 juillet 1955).

1954-1955

Dossiers des procédures

204 W 45974 - Croissandeau contre commune de Beaugency (Loiret), recours contre des décisions de la commission départementale (12 juillet 1955) ; Société "Les Dragues Blésoises" contre Ministre des Travaux Publics et Ministre de l'Intérieur, autorisation d'occupation du domaine public (28 septembre 1954-12 juillet 1955) ; Lebert contre Maire de Montargis (Loiret), travaux confortatifs à un immeuble menaçant ruine (23 novembre 1954-12 juillet 1955). Préfet du Loir-et-Cher contre Bouquin, non enlèvement d'une clôture et pacage de bestiaux sur le domaine public fluvial (27 mai-12 juillet 1955) ; Préfet du Loir-et-Cher contre Villepou, non enlèvement d'une clôture et pacage de bestiaux sur le domaine public fluvial (27 mai-12 juillet 1955) ; Maire d'Orléans (Loiret) contre Thibault-Houard, constat d'urgence de l'état d'un immeuble (20-21 juillet 1955). Maire d'Orléans (Loiret) contre Capval, constat d'urgence de l'état d'un immeuble (20-21 juillet 1955) ; Maire d'Orléans (Loiret) contre Derouet, constat d'urgence de l'état d'un immeuble (20-21 juillet 1955) ; Maire d'Orléans (Loiret) contre Cerfon, constat d'urgence de l'état d'un immeuble (23-25 juillet 1955) ; Ponroy-Deschamps contre ville d'Orléans (Loiret), constat d'urgence de l'état d'un immeuble (26-27 juillet 1955). Maire d'Orléans (Loiret) contre Nory, constat d'urgence de l'état d'un immeuble (20-21 juillet 1955 et 11 octobre 1955).

1954-1955

204 W 45975 - Maire de Vineuil (Loir-et-Cher) contre Depoix, démolition d'un immeuble menaçant ruine (10-16 août 1955) ; Préfet d'Eure-et-Loir contre Cluzel, avaries à une barrière de passage à niveau à Bonneval (18 mai 1954-6 septembre 1955) ; Chanson contre Ministre de l'Éducation Nationale, demande en révision de pension (27 septembre 1955), Baudry contre Ministre de l'Éducation Nationale, demande en révision de pension (27 septembre 1955). Haton de la Goupillière contre Ministère de la Défense Nationale, constat des effets sur la composition de l'eau (27 septembre 1955) ; Société des Magasins Modernes contre ministre de la Reconstruction et du Logement, attribution d'une parcelle (27 septembre 1955) ; Mathieu contre ministre de la Reconstruction et du Logement, recours contre une décision (27 septembre 1955) ; Duval-Gauvin contre commune de Saint-Denis-sur-Loire (Loir-et-Cher), recours contre une décision de la Commission Départementale (27 septembre 1955). Montel contre Ministre de la Reconstruction, recours contre l'arrêté préfectoral portant prorogation de ladite réquisition (27 septembre 1955) ; Roulet contre association syndicale dite « pour l'irrigation et la défense contre la grêle et les gelées printanières », dégrèvement d'une taxe syndicale (26 mars 1954-27 septembre 1955) ; Kern contre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, mise à la retraite d'office (2 avril 1954-27 septembre 1955). Société Anonyme Française de Matériel Agricole et Industriel contre ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, licenciement d'un employé membre du Comité d'entreprise (7 août 1954-27 septembre 1955) ; Champdavoine contre Secrétaire d'État aux Forces Armées, accident survenu lors de l'utilisation d'un véhicule militaire (13 septembre 1954-27 septembre 1955) ; Société du Garage du Centre contre Contributions Indirectes (29 octobre 1954-27 septembre 1955). Larousse contre Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées, collision d'une automobile avec un camion américain (21 janvier-27 septembre 1955) ; Weigel contre Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées, accident provoqué par un camion militaire (5 mars-27 septembre 1955) ; Weigel contre Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées, accident provoqué par un camion militaire (5 mars-27 septembre 1955).

1954-1955

204 W 45989 - Dossiers d'affaires sans suite déposés de 1936 à 1956 (14 dossiers).

1936-1956